

Prévention au travail

Été 2012 – Volume 25, n° 3

Publié par la CSST et l'IRSST
www.csst.qc.ca
www.irsst.qc.ca

GRANDS PRIX SST

Un vent de
renouveau

Recherche@l'IRSST

Une première
en ergothérapie

Un guide pour évaluer
les capacités reliées au travail



CSST

irsst

DOSSIER

7 **GRANDS PRIX SST** **Un vent de renouveau**

Les Grands Prix santé et sécurité du travail rendent hommage chaque année à des employeurs et à des travailleurs du Québec qui font de la prévention un engagement de tous les jours. Découvrez les gagnants, dont ceux de la nouvelle catégorie, Leader en santé et sécurité du travail, dans notre dossier.



RUBRIQUES

3 **MOT DE LA RÉDACTION** *Les Grands Prix santé et sécurité du travail*

4 **VIENT DE PARAÎTRE**

5 **CHERCHEZ L'ERREUR** *Le chargement au quai*

6 **TOUR DU MONDE EN SST**

15 **DROITS ET OBLIGATIONS** *Un agent de sécurité sur le chantier?*

16 **AGENDA D'ICI ET D'AILLEURS**

32 **SANTÉ ET SÉCURITÉ EN IMAGES**

33 **LES ACCIDENTS NOUS PARLENT** *Dangereux quai de chargement*

42 **EN RACCOURCI**

44 **PERSPECTIVES** *Entrevue avec Isabelle Lessard*

46 **CHERCHEZ L'ERREUR :** *solution*



RECHERCHE À L'IRSSST

17 **UNE PREMIÈRE EN ERGOTHÉRAPIE** *Un guide pour évaluer les capacités reliées au travail*

20 **LES POLICIERS FACE AU STRESS POST-TRAUMATIQUE** *Plus résilients qu'on le croyait*

23 **COMMENT RENDRE UNE SALLE DE BAIN SÉCURITAIRE?** *Un outil d'aide à la décision pour les auxiliaires familiales et sociales*

24 **SERVICES ET SOINS À DOMICILE** *Échange de bonnes pratiques entre le Québec et la Wallonie-Bruxelles*

26 **UNE NOUVELLE MÉTHODE D'ESSAI** *Pour déterminer la résistance des gants aux piqûres d'aiguilles*

28 **ACTUALITÉS**

REPORTAGES

34 **LE PROGRAMME DE PRÉVENTION :** **DE LA LOI À LA MISE EN ŒUVRE**

36 **LE CSSS DE LA HAUTE-YAMASKA** **COMBINE PRÉVENTION ET INNOVATION**

38 **L'ÉMOUVANTE CAMPAGNE TÉLÉ DE LA CSST** **POUR 2012 VEUT REJOINDRE TOUT LE MONDE**

Un magazine pour qui, pour quoi?

Prévention au travail s'adresse à tous ceux et celles qui ont un intérêt ou un rôle à jouer dans le domaine de la santé et de la sécurité du travail.

Son objectif consiste à fournir une information utile pour prévenir les accidents du travail et les maladies professionnelles. Par des exemples de solutions pratiques, de portraits d'entreprises, et par la présentation de résultats de recherches, il vise à encourager la prise en charge et les initiatives de prévention dans tous les milieux de travail.

Le magazine *Prévention au travail* est publié par la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) et l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (IRSST).

Président du conseil d'administration et chef de la direction de la CSST, et président de l'IRSST
Michel Després

SECTION CSST
www.preventionautravail.com

Directrice des communications et des relations publiques
Josée Delisle

Chef du Service de la création, de la publicité, des publications et des médias électroniques
Daniel Legault

Rédactrice en chef
Julie Mélançon

Adjoint à la rédactrice en chef
Guillaume Eckerl

Collaborateurs
Audrey Alarie, Josée Auclair, Marie-Anne Gaudreault, Louise Girard, Valérie Levée, Laura Pelletier B., Myriam Perron, Marie-Claude Poirier, Fanny Provençal, Guy Sabourin, Claire Thivierge, Carl Tremblay, André Turcot

Révision
Translatex Communications +

Direction artistique, production et retouche numérique des photos
Catherine Gauthier

SECTION IRSST
www.irsst.qc.ca/prevention-au-travail

Présidente-directrice générale de l'IRSST
Marie Larue

Directeur des communications et de la valorisation de la recherche
Louis Lazure

Rédactrice en chef
Marjolaine Thibeault

Collaborateurs
Philippe Béha, Pierre Charbonneau, Dominique Desjardins, Benoît Fradette, Jacques Millette, Anita Rowan, Claire Thivierge, Maura Tomi

Direction artistique, production et retouche numérique des photos
Hélène Camirand

Validation des photographies et des illustrations
Henri Bernard, Pierre Boulianne, Denis Leblanc, André Turcot, Mathieu Vermot

Photo de la page couverture
Hugo Lacroix

Impression
Imprimeries Transcontinental inc.

Comptabilité
Isabelle Lachance

Abonnements
Secrétariat Intégral – Service aux abonnés
Place de la Cité – Tour Belle Cour
2590, boul. Laurier, 10^e étage, bur. 1020,
Québec (Québec) G1V 4M6
Tél. : 1 877 624-4989

© CSST-IRSST 2012
La reproduction des textes est autorisée pourvu que la source en soit mentionnée et qu'un exemplaire nous en soit envoyé :

CSST
1199, rue De Bleury
C. P. 6056, succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 4E1
Tél. : 514 906-3061, poste 2185
Téléc. : 514 906-3016
Site Web : www.csst.qc.ca

IRSST
505, boulevard De Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 3C2
Tél. : 514 288-1551
Téléc. : 514 288-7636
Site Web : www.irsst.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
ISSN 0840-7355

Les Grands Prix santé et sécurité du travail

Jusqu'à tout récemment appelés Prix Innovation, les Grands Prix santé et sécurité du travail rendent hommage chaque année à des employeurs et à des travailleurs du Québec qui font de la prévention un engagement de tous les jours. C'est le 24 avril dernier, au Centre des congrès de Québec, que la CSST a dévoilé les grands gagnants de cette nouvelle édition du gala des Grands Prix santé et sécurité du travail. L'objectif : reconnaître les travailleurs et les employeurs qui s'engagent activement pour éliminer les risques d'accidents dans leur milieu de travail. De plus, cette année, un tout nouveau prix, Leader en santé et sécurité du travail, a enrichi le concours. Ce prix vise à reconnaître les efforts de personnes qui investissent temps et énergie à améliorer la sécurité dans leur milieu de travail. Elles se distinguent par leurs actions quotidiennes, leur personnalité et leur démarche professionnelle pour améliorer la SST. Neuf initiatives d'entreprises et d'organismes ainsi que deux leaders ont été couronnés lors de cette cérémonie, point culminant du concours organisé à l'échelle du Québec. Vous pourrez les découvrir dans notre dossier, page sept.

Pour une deuxième année consécutive, la CSST a lancé une campagne publicitaire qui s'adresse à toute la population pour prévenir les accidents et sécuriser les milieux de travail. Cette année, les trois messages publicitaires visent à montrer que peu importe le secteur d'activité, la santé et la sécurité du travail doivent être au centre des préoccupations. *Prévention au travail* était présent au tournage de ces publicités et vous présente les dessous du tournage comme si vous y étiez.

Accidents routiers, bagarres, agressions, fusillades, suicides, homicides... Exposés quotidiennement à la violence sous toutes ses formes, les policiers doivent composer sans craquer avec des situations anxiogènes susceptibles de menacer leur intégrité physique ou leur équilibre psychologique. Une équipe de scientifiques a mené une étude en deux volets sur les facteurs permettant de prévoir, et donc d'éviter le développement de l'état de stress post-traumatique à la suite d'un événement traumatique chez les policiers. Un article de la section *Recherche à l'IRSST* fait état des résultats intéressants de cette étude, applicables aux pompiers, aux ambulanciers, aux secouristes et aux urgentologues.

Dans un tout autre domaine, un article relate comment une docteure a élaboré un outil qui permet aux auxiliaires familiales et sociales d'évaluer la situation et de faire des recommandations, lorsque cela s'avère nécessaire, sur l'ajout d'équipements dans les salles de bains des personnes âgées vivant à domicile. Compte tenu du nombre élevé et croissant de demandes d'évaluation, Algo est un véritable allié pour elles comme pour les ergothérapeutes qui ne suffisent pas à la tâche.

Chaque jour, 240 accidents du travail se produisent n'importe où, n'importe quand (secteurs médicaux)

DC 900-234 • AFFICHE

Affiche servant à sensibiliser les employeurs et les travailleurs des secteurs médicaux à l'ampleur des lésions professionnelles et à l'importance de repérer le danger afin de l'éliminer.



Le Belmine

DC 600-410-33 • JOURNAL

Ce numéro traite de l'intégration sécuritaire des nouveaux travailleurs ainsi que des obligations des employeurs pour l'hébergement des travailleurs. Il présente également la visite du vice-président aux opérations et de représentants de la CSST à la mine lamgold Corporation, projet Westwood.



Chaque jour, 240 accidents du travail se produisent n'importe où, n'importe quand (secteur du commerce)

DC 900-235 • AFFICHE

Affiche servant à sensibiliser les employeurs et les travailleurs du secteur du commerce à l'ampleur des lésions professionnelles et à l'importance de repérer le danger afin de l'éliminer.



Chaque jour, 240 accidents du travail se produisent n'importe où, n'importe quand (secteur manufacturier)

DC 900-236 • AFFICHE

Affiche servant à sensibiliser les employeurs et les travailleurs du secteur manufacturier à l'ampleur des lésions professionnelles et à l'importance de repérer le danger afin de l'éliminer.



Former et superviser les jeunes et les nouveaux travailleurs, c'est payant !

DC 200-989 • BROCHURE

Brochure destinée aux employeurs afin de les aider à intégrer les jeunes et les nouveaux travailleurs en toute sécurité. On y présente les étapes importantes de l'intégration d'un nouvel employé : planification de l'arrivée du nouvel employé, accueil et sensibilisation à la prévention, formation et accompagnement, ainsi que la supervision. On y trouve également une fiche d'intégration détachable à remplir par l'employeur pour chacun de ses nouveaux employés.



RÉÉDITIONS

Protocole pour l'administration de l'épinéphrine

DC 100-489-3 • FICHE

Cette fiche décrit les signes et les symptômes qui justifient l'administration d'épinéphrine en cas de piqûres d'insecte. On peut y consigner les renseignements à transmettre au technicien ambulancier ou au service médical consulté.

L'échafaudage sur cadres ouverts pour travaux de briquetage

DC 100-9031-3 • DÉPLIANT

Ce dépliant passe en revue les vérifications à faire pour s'assurer, avant de l'utiliser, qu'un échafaudage sur cadres ouverts servant à des travaux de briquetage est sécuritaire.

L'échafaudage sur cadres pour travaux légers

DC 100-9030-2 • DÉPLIANT

Ce dépliant expose les précautions à prendre lors de l'installation et de l'utilisation d'un échafaudage. Les neuf étapes essentielles à la sécurité des travailleurs y sont illustrées.

En cas d'accident ou de maladie du travail... voici ce qu'il faut savoir !

DC 100-1503-9 • DÉPLIANT

Le travailleur victime d'un accident ou d'une maladie du travail trouvera dans ce dépliant des explications au sujet des démarches qu'il doit entreprendre. On y explique ses droits en matière d'assistance médicale et de protection du revenu.

Pénalités et intérêts

DC 200-1058-2 • BROCHURE

Cette brochure présente les informations entourant les mesures de pénalités et d'intérêts qu'impose la CSST en cas de non-paiement de la prime d'assurance.

Plan d'action Construction 2012

DC 900-9119-11 • AFFICHE

Cette affichette sert à présenter le plan d'action Construction et précise les quatre dangers de tolérance zéro qui y sont ciblés : les dangers de chute de hauteur, les dangers d'effondrement, les dangers près des lignes électriques et les dangers pour la santé. On y décrit aussi des mesures de gestion de la santé et de la sécurité du travail.

PAR GUILLAUME ECKERL

Vous pouvez vous procurer la plupart de ces documents au bureau de la CSST de votre région. Vous pouvez également les consulter, les télécharger ou les commander à partir du site www.csst.qc.ca/publications.

Le chargement au quai

PAR JULIE MÉLANÇON

À BORD DE SON CHARIOT ÉLEVATEUR, MICHAËL TERMINE LE CHARGEMENT D'UNE SEMI-REMORQUE SUR LE POINT DE REPARTIR. PENDANT CE TEMPS, LUC S'APPRÊTE À FERMER LES PORTES DU CAMION. PLUSIEURS DANGERS MENACENT LES TRAVAILLEURS DANS CETTE MISE EN SCÈNE. EN EFFET, POUR LES BESOINS DE NOTRE DÉMONSTRATION, MICHAËL ET LUC ONT ACCEPTÉ DE DÉROGER À LEURS HABITUELLES MÉTHODES DE TRAVAIL. POUVEZ-VOUS TROUVER LES ERREURS QU'ILS ONT COMMISES ?

Voir la solution aux pages 46 et 47



Photo : Denis Bernier



Santé et Entreprise 2012

Le Club européen de la santé (section belge de l'Association européenne pour la promotion de la santé) organise dans différents pays un concours doté de prix voulant récompenser des études et des réalisations innovatrices en matière de prévention en milieu de travail. Appelé « Santé et Entreprise » 2012, ce concours existe depuis 1987 en Belgique. Il honore non seulement des réalisations concrètes, mais aussi des actions d'information, de sensibilisation, de formation ou de recherche qui visent à améliorer le milieu de travail et le bien-être physique, mental et social du travailleur. La prévention et l'évaluation des risques pour la santé physique et mentale liés au travail, l'amélioration des lieux de travail et la promotion de comportements favorables à la santé sont des exemples de comportements que le concours veut valoriser. Le jury, composé de représentants des organisateurs, des universités et de spécialistes de la médecine et de l'hygiène du travail, se penchera sur les dossiers pour déterminer un gagnant à l'automne.



Jeunesse en action

Le lycée Taaone, situé sur l'île de Tahiti, en Polynésie française, met ses élèves en action. Pour les sensibiliser à la santé et à la sécurité du travail, il s'est associé pour une quatrième année consécutive à la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS) dans le but d'organiser un concours de court-métrages opposant les réalisations de plusieurs groupes d'élèves du lycée. Cette année, plusieurs équipes de quatre élèves ont réalisé des vidéos d'environ cinq minutes sur le thème de la prévention des risques au travail. Le directeur de la CPS, Régis Chang, avait indiqué à *la Dépêche de Tahiti*, en avril dernier, que les jeunes courent beaucoup de risques lorsqu'ils arrivent sur le marché du travail, car ils ne connaissent pas bien les dangers et les outils, en plus de manquer d'expérience. Ce projet aide donc à conscientiser ces travailleurs et employeurs de demain et clôt d'une belle façon leur année scolaire. La CPS a fourni au lycée un montant d'argent qui sera investi dans l'achat de matériel de sécurité pour les élèves.



Santé, sécurité et productivité 2.0

Une véritable boîte à outils virtuelle en matière de santé et de sécurité au travail est présentement en développement en Turquie. En effet, la Direction générale de la productivité du ministère de la Science, de l'Industrie et de la Technologie de Turquie gère un projet européen, Health and Safety at Work and Productivity (HesaPro), qui consiste à créer une plateforme qui deviendra un outil de référence et un lieu d'échange de connaissances à propos de la prévention au travail. On y trouvera des études de cas, des exemples de bonnes pratiques, des rapports de recherche, des récits de travailleurs ou d'employeurs, des outils d'évaluation, des sites Internet de référence, etc. En parallèle, des chercheurs conduiront une étude sur les liens existant entre la santé, la sécurité et la productivité au travail. Le but d'HesaPro est d'attirer l'attention des gens sur la santé et la sécurité du travail, et sur l'impact de la prévention sur la productivité. Le projet devrait se terminer en 2013.

Leipzig fait son cinéma



Le 55^e Festival international du film documentaire et d'animation (DOK) de Leipzig, qui se déroulera du 29 octobre au 4 novembre prochain, comportera un prix bien spécial. Présenté par l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA) pour une quatrième année, le « prix du film consacré aux lieux de travail sains » récompensera un documentaire dont le thème est lié au monde du travail. Ce prix, qui s'inscrit dans le cadre de la campagne pour des lieux de travail sains de l'EU-OSHA, est accompagné d'une récompense de 8 000 euros et d'une production garantie de 1 000 exemplaires du film en huit langues qui seront distribués à travers l'Europe. Les réalisateurs avaient jusqu'au 10 juillet pour soumettre leur film. L'année dernière, c'est le documentaire *Work hard – Play hard* de l'allemande Carmen Losmann qui a gagné ce prix. Dans cette production, la réalisatrice transporte les spectateurs dans un univers où les travailleurs sont complètement dévoués à leur travail, qui devient leur raison de vivre. Son film encourage le public à se demander pourquoi, comment et pour quel résultat les travailleurs cherchent la productivité maximale et l'efficacité à tout prix.

Sources : Centre de documentation de la CSST, Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail, *La dépêche de Tahiti*, Festival international du film documentaire et d'animation (DOK) de Leipzig

PAR LAURA PELLETIER B.

GRANDS PRIX SST

Un vent de *renouveau*

PAR CLAIRE THIVIERGE

NOUVEAU NOM, NOUVELLE CATÉGORIE... UNE VAGUE DE CHANGEMENT A DÉFERLÉ SUR LES HOMMAGES QUI PRIMENT CHAQUE ANNÉE DES RÉALISATIONS EXCEPTIONNELLES EN PRÉVENTION. MAINTENANT APPELÉES GRANDS PRIX SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL, CES DISTINCTIONS REFLÈTENT MIEUX LEUR OBJECTIF : HONORER LES TRAVAILLEURS ET LES EMPLOYEURS QUI DÉPLOIENT CRÉATIVITÉ ET INGÉNIOSITÉ POUR PRÉVENIR LES ACCIDENTS ET LES MALADIES DANS LEUR MILIEU. ELLES S'ENRICHISSENT AUSSI DE LA CATÉGORIE LEADER EN SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL POUR SOULIGNER L'APPORT DE PERSONNES QUI FONT RAYONNER CES VALEURS DANS LEUR ENTOURAGE. UNE CERTITUDE DEMEURE : LES RÉALISATIONS DES LAURÉATS SONT SOURCES D'INSPIRATION DANS LA LUTTE CONTRE LES RISQUES AUXQUELS LES TRAVAILLEURS SONT EXPOSÉS. CHACUNE D'ELLES MÉRITE D'ÊTRE APPLAUDIE ET IMITÉE.

Grand lauréat

TRANSPORT QUÉBEC – CENTRE DE SERVICE DE VILLE-MARIE

ROUES DE SECOURS

»»» Alors que le retour du printemps réjouit unanimement les habitants des régions nordiques, dont l'Abitibi-Témiscamingue, certains travailleurs du Centre de service de Transport Québec à Ville-Marie l'accueillaient, eux, avec un enthousiasme plus modéré. Car la saison du renouveau faisant invariablement surgir les nids-de-poule, elle signifiait aussi une recrudescence de leurs maux de dos et autres malaises musculo-squelettiques. C'est qu'il y en a des ornières à combler quand on doit entretenir 427 kilomètres de routes ! « Il faut se servir d'une plaque vibrante pour les compacter, explique René Duquet, chef d'équipe routes et structures, et ces plaques sont difficiles à transporter. » Le groupe de la voirie étant réduit à cette période de l'année, seuls deux ou trois travailleurs sont généralement affectés au colmatage des trous dans la chaussée. Ils exécutent cette tâche au moyen de compacteurs, qu'ils convoient d'un nid-de-poule à un autre, souvent situé à plusieurs mètres du premier. Jusqu'à récemment, ils devaient tirer ou pousser ces engins de quelque 100 kilos, difficilement malléables, vibrants et bruyants. Avec cet appareil pénible à manier,

« qu'on le veuille ou non, les maux de dos affectent beaucoup de personnes », reconnaît Claudine Desjardins, chef du centre de service.

Puis, le chauffeur René Martel a un jour eu l'idée toute simple d'ajouter deux roues à la base des plaques vibrantes pour faciliter leur déplacement et de munir leur poignée de transport d'une courte chaîne. Décrocher ce lien de retenue produirait un effet de bascule permettant de libérer l'outil pour le mettre en action. Un

mécanicien s'est empressé de traduire ce concept en réalité et, à la bonne heure ! le système aussi ingénieux que bon marché a réglé le problème sur-le-champ ! « Lorsqu'on déplace la plaque vibrante avec les roues, on peut mettre le régime du moteur au minimum, constate René Duquet, ce qui coupe pas mal le bruit et en même temps économise de l'essence. » Il note qu'en prime les vibrations sont atténuées lorsque le compacteur roule sur des surfaces dures. Une seule personne peut donc le mouvoir très facilement, sans se blesser ni rien soulever, « tout simplement en le promenant comme un chariot d'épicerie », renchérit Claudine Desjardins.

L'inspiration d'un travailleur aura épargné de nombreux maux de dos à ses collègues de Transport Québec à Ville-Marie, estime la chef du centre de service. Mieux encore, le principe de ce dispositif pourrait avoir le même effet ailleurs. Car, « eh oui, ça s'exporte un peu partout, s'exclame-t-elle, et transporter un outil lourd comme ça [...] devient tellement facile » ! Les travailleurs de la voirie accueillent dorénavant le printemps avec une mine aussi réjouie que leurs autres concitoyens.

Photo : Hugo Lacroix



► Les roues présentes sur la plaque vibrante facilitent son déplacement entre les nids-de-poule et permettent d'atténuer les vibrations et le bruit.

CATÉGORIE
ORGANISMES
PUBLICS

Mention d'excellence

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE – HÔTEL-DIEU

RISQUES EN CHUTE LIBRE

Quatrième en importance des hôpitaux du Québec, le Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS) – Hôtel-Dieu, accueille des patients d'un vaste territoire, qui déborde des limites de l'Estrie. Y entrer, c'est pénétrer dans une ruche bourdonnante où les employés s'affairent, empressés. Dans le feu de l'action, certains couraient le risque de subir un choc brutal : lorsqu'un collègue jetait une poche remplie de linge dans le vide-linge, un autre, présent au même moment dans le local de l'étage inférieur, pouvait la recevoir sur la tête, explique Nancy Fournier, agente de la gestion du personnel et chef d'équipe de la prévention. À ce danger s'ajoutait le fait que les travailleurs devaient hisser ces sacs, pesant jusqu'à 10 kilos, à la hauteur de la porte du vide-linge, puis se contorsionner pour retenir celle-ci en y poussant leur fardeau. Or, affirme

Mention d'excellence

VILLE DE SAGUENAY – SERVICE DU GÉNIE ET DE L'URBANISME

REMONTER À LA SURFACE

L'opération ferait frémir de peur tout claustrophobe. À la Ville de Saguenay, lorsqu'il fallait valider le diamètre des conduites souterraines avant d'entreprendre la réfection d'une rue, les techniciens en arpentage devaient se munir d'un détecteur de gaz, d'un trépied comportant un câble de rappel et d'un ventilateur, dont ils enfouaient le tuyau jusqu'au fond de l'ouverture, puis revêtir un harnais les retenant à la surface. Armés de tout ce matériel – et de leur courage –, deux d'entre eux pouvaient alors descendre dans les tranchées sombres et humides. Les membres de l'équipe de Martin Grenon, coordonnateur de projet au Service du génie et de l'urbanisme, s'exposaient ainsi aux dangers typiques des espaces clos : chutes, contraintes ergonomiques, risques biologiques... Si l'on dit que la nuit porte conseil, que dire d'une fin de semaine pour Pierre Racine. Ce technicien d'instruments d'arpentage à l'esprit créatif a en effet profité d'un de ses congés pour bricoler un dispositif qui a changé à fond les façons de faire des techniciens. « J'ai pris des panneaux de signalisation avec un lien d'arpentage, des bouts de cordes, des œillets, et j'ai fait ça chez moi, à la maison », dit-il simplement. Il a ensuite perfectionné son appareil en produisant une version télescopique allégée en aluminium, aussi facile à déployer qu'à transporter. « Monsieur Racine nous a présenté un outil fonctionnel qui répondait vraiment à nos besoins », applaudit Martin Grenon. Le seul autre outillage nécessaire pour exécuter la besogne se résume à un véhicule de signalisation, un garde-corps et un détecteur de gaz. Outre qu'il a éliminé les

Photo : Pierre Racine



► Installé au bout de la règle d'arpentage, l'outil de mesure est actionné à l'aide d'un long câble fixé le long d'un manche télescopique et facilite la mesure des conduites.

risques que couraient les travailleurs, le nouvel outil de mesure a aussi le mérite d'accélérer leur tâche. Maintenant sortis du tunnel, les collègues de l'inventeur se déclarent plus que satisfaits. Ils font chorus à l'enthousiasme et au sentiment de reconnaissance de Martin Grenon lorsqu'il s'exclame : « Chapeau, Monsieur Racine ! »

Sasha Cardinal, chef du Service santé des personnes et des groupes, le CHUS se soucie du milieu de travail et de la santé de son personnel « pour s'assurer qu'il soit capable d'offrir des soins de qualité ». Déterminé à régler ce problème, l'hôpital a formé une équipe dont les travaux ont abouti à une réorganisation majeure. Dorénavant, un automate programmable, doté d'un code numérique, commande l'ouverture des portes du vide-linge. Lorsqu'une d'elles s'ouvre, les autres se verrouillent automatiquement et un voyant passe au rouge pour indiquer que le vide-linge est en fonction. « Quand un utilisateur jette une poche du troisième étage, par exemple, les autres étages n'ont pas accès au vide-linge », explique le technicien en électricité Éric Blais. Et ce n'est pas tout : des convoyeurs permettent de faire glisser les sacs à linge jusqu'au vide-linge, un bac de récupération évite qu'ils s'accumulent dans l'entrée des locaux et un mécanisme magnétique tient les portes ouvertes. Selon Nancy Fournier, ce dispositif d'interverrouillage peu coûteux pourrait servir dans d'autres milieux, dont les hôtels qui disposent de vide-linge. Et, bien sûr, recevoir un prix en santé et sécurité du travail, c'est « une belle forme de reconnaissance pour le personnel ».

► Un automate commande l'ouverture des portes du vide-linge et le verrouillage de celles des autres étages.

Photo : Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke



Grand lauréat

UNIBOARD CANADA INC., DIVISION MONT-LAURIER

EN ÉTAT D'APESANTEUR

À Mont-Laurier, dans les Laurentides, se dresse un vaste bâtiment industriel, conçu non seulement pour assurer l'efficacité de sa production de panneaux de fibre de bois, mais aussi le mieux-être des travailleurs qui s'y activent. Car, à cette fabrique d'Uniboard Canada, « la santé et la sécurité sont une priorité, quelque chose de primordial », affirme Kaven St-Jean, directeur des ressources humaines. Malgré cela, les électrotechniciens de l'usine devaient souvent déployer une force herculéenne pour déplacer manuellement des bobines de fils conducteurs surdimensionnées sur de longues distances, jusqu'à leur lieu de travail. Ces efforts extrêmes leur rentraient dans les épaules, les bras, le dos et les jambes. Puis, ils repartaient chercher les crics à manivelle et le reste du fourbi dont ils avaient besoin pour accomplir leur besogne :

« On prenait chacun des appuis de la bobine, on insérait la tige de métal pour le support, on soulevait [...] le tout à l'aide des crics et, quand la bobine était soulevée de terre, on pouvait exécuter notre travail », raconte Stéphane Gagnon. Les travailleurs répétaient cette séquence longue, ardue et dangereuse autant de fois qu'il le fallait. À l'évidence, la manipulation d'un dispositif aussi rudimentaire que bancal menaçait leur santé musculo-squelettique, et ils risquaient également de se coincer les doigts entre la bobine et l'appui du cric.

Entra alors en scène le mécanicien Yves Gougeon qui, s'inspirant de l'idée d'un collègue retraité, produisit un chariot doté d'un dispositif de levage conçu sur mesure pour le besoin des électrotechniciens. Il suffit d'en glisser les montants de chaque côté d'une bobine, d'insérer dans celle-ci une tige de retenue munie d'un cran d'arrêt, puis d'actionner la manivelle pour que le cylindre géant s'engage sur le chariot. La magie de la mécanique transforme le fardeau en poids plume, qu'il est ensuite facile de faire rouler jusqu'à sa destination. Le travailleur n'a plus qu'à actionner le frein pour que l'appareil se stabilise, sans vaciller, pendant qu'il en retire la longueur de câble voulue. Outre qu'il allège et facilite la tâche, ce dispositif tout simple accroît l'efficacité. Stéphane Gagnon exprime l'opinion générale lorsqu'il note que d'avoir moins d'outils à transporter simplifie et accélère les choses, tout en éliminant les risques de lésions musculo-squelettiques et de coincements de doigts.

Quant à Yves Gougeon, il avoue être très fier de son invention, un sentiment que partage Kaven St-Jean, en soulignant que les travailleurs de l'usine de Mont-Laurier s'engagent réellement dans la prévention, comme le démontre ce dispositif novateur.

Photo: Uniboard Canada Inc.



► Ce chariot est doté d'un dispositif de levage conçu sur mesure pour le besoin des électrotechniciens. Il suffit d'en glisser les montants de chaque côté d'une bobine, d'insérer dans celle-ci une tige de retenue munie d'un cran d'arrêt, puis d'actionner la manivelle pour que le cylindre géant s'engage sur le chariot. La bobine se transporte alors facilement.

CATÉGORIE PME

Mention d'excellence

PHOSTECH LITHIUM INC.

ÉMERGER DE LA POUDREUSE

Avec sa soixantaine de travailleurs, Phostech Lithium, de Saint-Bruno, produit du phosphate de fer, une substance chimique très volatile servant à fabriquer des batteries au lithium. L'ajout d'un broyeur à jet à son procédé de production a soumis certains de ses travailleurs à un lot de contraintes : charger des barils de poudre de quelque 200 kilos sur des chariots élévateurs, les monter à une hauteur de trois étages, les transporter ensuite à la force des bras et les soulever pour verser leur contenu dans l'entonnoir du broyeur, soulevant ainsi un nuage de poussière. « Ils travaillent en hauteur, remarque la directrice des ressources humaines, Sylvie Mercure, l'été il fait très chaud, la température peut atteindre 35 degrés. Porter un équipement de protection ne fait qu'augmenter la chaleur. » Une équipe tentait sans succès de résoudre le problème, jusqu'à ce qu'elle pense à récupérer du matériel utilisé

Mention d'excellence

PRODUITS MÉTALLIQUES PMI

MENACE EN L'AIR

Produits métalliques PMI de Rimouski, qui conçoit, fabrique et installe des charpentes d'acier pour une clientèle institutionnelle, commerciale et industrielle depuis plus de 50 ans, emploie quelque 50 à 80 travailleurs, selon la saison. La tâche de l'un d'eux s'avérait inutilement compliquée et dangereuse. En effet, le peintre devait louvoyer dans un atelier encombré de conduits d'air et de peinture qui s'épalaient sur le sol tels des serpents géants, l'obligeant à les enjamber ou à les contourner au risque de trébucher, ainsi qu'à tirer dessus de toutes ses forces pour les entraîner à l'endroit voulu pour ses besoins. Faut-il s'étonner que Robin Deroy se plaignait de douleurs aux membres supérieurs et au dos ? Évoquant l'image du célèbre bras canadien des navettes spatiales, il a soumis à son collègue Romuald Biron, responsable de la maintenance, le projet de construire une potence articulée. Le reste « a été un travail d'équipe, une collaboration de tous les gens concernés pour arriver à une solution », rapporte André Côté, directeur des ressources humaines et de la qualité, qui souligne en passant l'audace de l'équipe d'ingénierie de la PME. Fixée au centre de l'atelier et munie d'un frein de retenue, l'imposante structure jaune pivote sur des roulements à bille, couvrant ainsi toute la circonférence du local. Encore un peu et Robin Deroy, ravi de la facilité avec laquelle il peut dorénavant manipuler son matériel, se prendrait pour un charmeur de serpents : « Je n'ai plus rien

Photo : Véronique Verneau, CSST



► La potence facilite le déplacement des travailleurs et réduit les risques de chutes.

à tirer, dit-il, j'ai juste à promener mon bras et il me suit comme un... animal. » Finie la crainte de se blesser ou de heurter un autre travailleur ! Romuald Biron résume bien l'importance que l'entreprise accorde à la santé et à la sécurité quand il affirme que « c'est retourner chez soi de la même façon qu'on est venu travailler le matin ».

ailleurs dans l'usine et à le modifier pour l'appliquer à ce cas particulier. « L'innovation est une adaptation d'un système de convoyeur pneumatique », explique l'ingénieur mécanique Jesse Speed, conçue et réalisée à l'interne. Au rez-de-chaussée, les préposés recouvrent dorénavant les barils d'un couvercle qui isole du milieu ambiant la poudre qu'ils contiennent. Une baguette télescopique insérée dans cette fermeture aspire le produit jusqu'au convoyeur, et celui-ci le dirige vers le broyeur. Toutes les opérations se faisant maintenant au sol, les travailleurs sont ainsi épargnés de la manutention de charges lourdes et du tourbillon de poudre que leurs actions dégageaient, sans compter que le bruit a aussi considérablement diminué. « L'innovation m'a vraiment aidé dans mon travail, estime l'opérateur Hugo Dubreuil, parce qu'elle a limité l'exposition à la poussière, sans parler de la chaleur ». Ce dernier se dit également heureux d'avoir participé à la mise au point du convoyeur. Sylvie Mercure exprime sa grande satisfaction face au résultat de la collaboration du personnel, car « les objectifs initiaux ont été atteints et même dépassés ».

► Un couvercle d'aspiration permet le transport du contenu vers les broyeurs situés au troisième étage.

Photo : Phototech Lithium inc.



Grand lauréat

**VENMAR VENTILATION INC.
H.D.H.**

SÉCURITÉ BIEN LUSTRÉE

Chez Venmar Ventilation, à Drummondville, on ne prend pas la prévention à la légère. Lorsque les travailleurs de cette usine, qui fabrique des produits de ventilation pour le marché résidentiel, ont vu arriver les nouveaux types de hottes à assembler et à polir, ils ont exprimé des craintes. Plutôt que les trois surfaces habituelles, quelques modèles en comptent neuf; d'autres mesurent jusqu'à 167 cm de largeur et certains pèsent 45 kg. Ces appareils haut de gamme, faits d'un métal dense, doivent néanmoins présenter un fini parfaitement lisse pour sortir de la fabrique. Les habitués du polissage en ont conclu qu'ils devraient s'escrimer à virer les lourdes hottes pour réussir à atteindre leurs multiples surfaces et adopter des postures acrobatiques pour en poncer tous les raccords. Gare alors aux douleurs musculo-squelettiques et aux maux de dos! En plus de ces dangers, ils risquaient d'érafler le produit, et donc d'en dégrader la qualité.

Représentants de la direction, employés de la recherche-développement, mécaniciens et opérateurs ont mis leurs idées en commun pour inventer un système qui éviterait blessures et malaises au personnel affecté à la finition

des hottes, tout en assurant un résultat impeccable. Ces remue-méninges ont conduit à la conception du prototype tri-dimensionnel d'une main multiposition à cinq axes, que le soudeur assembleur Régis Paris a créé à l'ordinateur. « Ça n'a pas été parfait du premier coup », rappelle le directeur de production Serge Vadnais, et il a fallu apporter de nombreuses modifications à ce

banc de polissage. Ergonomie, équilibre du poids par rapport à celui du produit, pannes d'électricité..., le groupe a tenu compte de tous les aléas et des contraintes possibles pour parvenir à l'appareil définitif.

Les travailleurs sont pleinement satisfaits du nouveau banc de polissage. « Le produit peut tourner sur lui-même, monter, descendre », constate Régis Paris, grâce à des contrôles à pédales ergonomiques et à un frein qui permet d'immobiliser la hotte à polir dans la position voulue. Ils en sont tous très fiers, d'autant plus qu'il y a « un petit peu de tout le monde dans cette machine », commente Jean-Sébastien Alarie, technicien de soutien à la production. Celui-ci estime que l'appareil peut être adapté à toute tâche exigeant des mains libres et un aménagement ergonomique. En fait, il est une telle réussite que des spécialistes l'ont qualifié de Rolls-Royce dans son genre. Mario Tougas, vice-président principal à l'exploitation chez Venmar Ventilation, exprime bien le contentement unanime lorsqu'il déclare : « On est fiers quand ça vient du milieu. C'est un beau travail d'équipe. » Et les clients seront tout aussi fiers de coiffer leur cuisinière d'une hotte étincelante que personne ne se sera blessé à polir.

Photo : Venmar Ventilation Inc. H.D.H.



► La main multiposition permet aux travailleurs de sabler les hottes de manière ergonomique.

CATÉGORIE
GRANDES
ENTREPRISES

Mention d'excellence

CHARL-POL SAGUENAY INC.

RECTIFIER LE TIR

Passer trois, quatre, parfois même cinq heures accroupi ou à genoux pour aplanir des fonds de caissons en métal en tenant à deux mains une lourde meule portative qui vibre et crache des éclats de plomb, voilà la tâche ingrate à laquelle se pliaient les soudeurs de Charl-Pol Saguenay. Bien sûr, qu'ils ressentent des douleurs un peu partout! Soucieuse d'éliminer la cause des troubles musculo-squelettiques dont ils étaient atteints, l'entreprise familiale de La Baie, spécialisée dans la fabrication de pièces mécanosoudées, a décidé d'améliorer cette méthode de travail inappropriée. « C'était très important de miser sur l'expérience de nos employés pour mettre au point un outil qui peut nous aider à les protéger », déclare Julie Bergeron, conseillère en ressources humaines. De l'idée originale menant aux plans et à la fabrication, puis des essais et erreurs jusqu'à la production d'un appareil

Mention d'excellence

THOMAS & BETTS FABRICATION IBERVILLE

PERCÉE DE SÉCURITÉ

Une mèche d'acier tournant à plein régime, une main qui avance vers l'arbre moteur en rotation pour y insérer une pièce de métal à percer et, hop! la perceuse happe un doigt ou un bout de la chemise du travailleur! C'est le danger bien réel que couraient les ajusteurs-monteurs de Thomas & Betts Fabrication en réalisant une des étapes de la production de boîtiers de compteurs électriques, un des principaux produits de cette entreprise d'Iberville. Mais, ici, la santé et la sécurité sont des valeurs prioritaires, affirme le chef du service d'ingénierie Benoît Paquette. « On se devait d'éloigner les mains du travailleur de l'outil de coupe, reconnaît Serge Lévesque, chef de service du secteur des boîtiers métalliques. J'ai fait une esquisse sur mon bureau et je l'ai présentée à mon personnel technique. » Employés de l'ingénierie et de l'atelier d'usinage, préposés à la perceuse à colonne et un peu tout le monde ont mis la main à la pâte pour fabriquer un prototype de gabarit rotatif comportant deux stations de coupe qui empêche l'accès aux parties mobiles du mécanisme. Dorénavant, le préposé introduit la pièce à percer dans la première station, tourne le gabarit pour la situer sous la mèche, la perfore, puis répète cette séquence avec la deuxième station. « Depuis qu'on utilise cette [...] innovation, on se sent beaucoup plus en sécurité, avoue l'ajusteur-monteur Paul Normand. Mes collègues et moi, sommes heureux que nos mains soient loin de tout danger. » L'équipe est ravie d'avoir trouvé rapidement une solution efficace à un problème majeur, d'autant plus que le

gabarit pivotant n'a pas ralenti le rythme de la production. « Beaucoup de gens ont travaillé à ce projet et je pense qu'on serait encore plus heureux si cette innovation pouvait servir [...] ailleurs qu'ici », note Serge Lévesque. Est-ce vendre la mèche que de révéler que cette machine aussi simple qu'ingénieuse éviterait des accidents dans nombre d'autres entreprises?

- Le gabarit rotatif pour perceuse permet une meilleure protection des travailleurs sans effet négatif sur la production.

Photo : André Dupras, CSST



perfectionné, tout s'est fait à l'interne avant que l'entreprise soumette le résultat à l'approbation d'un ingénieur. Entourée d'une armature métallique, la rectifieuse de fond qui a découlé de cette démarche est montée sur un petit chariot, pourvue de contrepoids réglables, d'un interrupteur aisément accessible et d'un manche télescopique pour que les travailleurs puissent adapter la hauteur des poignées à leur taille. « Avec cette machine, on travaille debout, plus de mal de dos, plus de mal de genoux », affirme le préposé à l'oxycoupeuse Fabien Vaillancourt. Le visage du soudeur étant maintenant éloigné des disques abrasifs rotatifs, il risque moins de recevoir des éclats de plomb. C'est ce fruit de la collaboration de son équipe que Charli-Pol Saguenay est fier de présenter, car il démontre bien la capacité des travailleurs à mettre leur créativité au profit de la prévention.

- Munie de poignées ajustables et d'un interrupteur, la surfaceuse allège la tâche et protège les travailleurs des éclats de soudure. Elle se manipule en position assise ou debout et elle peut être déplacée sans trop d'effort. Un support permet de la retourner quand il faut changer les disques abrasifs.

Photo : Charli-Pol Saguenay Inc.



1^{er} prix | DANIEL CÔTÉ



Photo : Renaud Philippe

➤ Daniel Côté, entouré de Michel Després, président du conseil d'administration et chef de la direction de la CSST et Lise Thériault, ministre du Travail.

ASCENDANT PRÉVENTION

Focalisé sur l'élimination des dangers, Daniel Côté a d'abord fait sa marque en concevant une innovation qui, depuis quelques années déjà, contribue à éviter des accidents à l'usine de Val-d'Or d'Uniboard Canada. Il était donc tout naturel qu'il devienne membre du comité de santé et de sécurité (CSS), il y a de cela quatre ans. Ce mécanicien d'entretien continue de démontrer un tel feu sacré pour la cause qu'il est perçu comme un ardent défenseur de la prévention dans son milieu. « Ma motivation [...], dit-il, c'est de faire ancrer la sécurité dans l'usine. »

Constamment à l'affût des risques tout en restant à l'écoute des autres, Daniel Côté n'hésite en aucun cas à intervenir et, surtout, à proposer des solutions aux problèmes. Parmi ses nombreuses contributions aux mesures préventives maintenant établies dans l'usine, notons, entre autres, l'ajout de ceintures de sécurité dans les chariots élévateurs, l'introduction d'équipements de protection pour le nettoyage sous pression et l'amélioration de la gestion des matières dangereuses.

Daniel Côté ne manque jamais une occasion de propager sa conviction que la prévention des accidents est un but tout à fait atteignable. Ce communicateur persuasif, accessible et cordial exerce un réel ascendant tant sur ses collègues que sur les superviseurs et les membres de la direction. En plus du charisme, de la finesse et de l'ouverture d'esprit qui le caractérisent, il maîtrise l'art d'interpréter leurs préoccupations respectives, puis de réconcilier les divers points de vue pour parvenir à un terrain d'entente satisfaisant pour tous. Il s'est ainsi acquis le respect et l'admiration de son entourage, ce qui lui a notamment valu de se voir confier la conception d'une formation sur l'utilisation des nacelles élévatrices. Il agit aussi comme mentor auprès des nouveaux travailleurs pour les initier aux règles de sécurité en place et pour leur transmettre les comportements attendus du personnel de son milieu de travail.

Infatigable promoteur de la santé et de la sécurité du travail (SST), Daniel Côté fait quotidiennement rayonner ces valeurs qui lui tiennent à cœur, pour le mieux-être et le bonheur de ceux qui le côtoient.

CATÉGORIE
LEADER
EN SST

2^e prix | PAUL GRONDIN

UNE PASSION POUR LA SST

Dès son entrée en poste comme directeur scierie et forêt chez Produits forestiers Résolu Maniwaki, Paul Grondin annonce ses couleurs et ses valeurs : même dans ce milieu à haut risque, pour lui, les accidents, c'est tolérance zéro. Cet homme de défi, jovial et convaincant, mobilise en peu de temps tous les acteurs de l'usine autour de son objectif de créer un lieu de travail sain et sûr. Action et responsabilisation sont à l'ordre du jour, au point où chacun se préoccupe maintenant autant de la sécurité de ses collègues que de celle de sa famille.

Avec empathie et détermination, Paul Grondin motive ses troupes et leur fait partager sa vision. À son avis, préserver la santé et la sécurité de tous peut et doit devenir une seconde nature. Il n'hésite pas à investir pour renforcer la sécurité dans l'usine. Il améliore le système de cadenassage des machines, modifie divers appareils pour les sécuriser, offre de la formation aux employés... Ce dont il se félicite surtout, c'est d'avoir instauré les réunions du lundi, au début de chacun des quarts de travail. Constatant que ces rencontres à la cantine donnent discipline et rigueur à la démarche, il affirme qu'elles permettent aussi de « traiter un petit problème comme un gros problème et qu'en faisant ça » on évite de vivre de gros problèmes. « C'est la chose que je suis le plus fier d'avoir transféré à l'ensemble de mon équipe », dit-il.

L'influence de Paul Grondin suscite l'émergence d'une véritable culture de la prévention dans la scierie, aujourd'hui solidement implantée. Suivant ce virage à 180 degrés, le nombre d'accidents passe de 14 en 2004 à zéro trois ans plus tard. L'entreprise devient ainsi un modèle dont s'inspire toute l'industrie du bois d'œuvre nord-américaine.

Porteur du flambeau de la SST, Paul Grondin a su y rallier les gens du milieu en favorisant les rapports humains et l'expression des préoccupations de chacun. Se faisant le porte-parole des travailleurs, un d'eux lui manifeste leur gratitude en le remerciant de leur permettre de retourner chaque jour à la maison en santé et en sécurité. <<



Photo : Renaud Philippe

➤ Paul Grondin, entouré de Michel Després, président du conseil d'administration et chef de la direction de la CSST et Lise Thériault, ministre du Travail.



Un agent de sécurité sur le chantier?

PAR AUDREY ALARIE, STAGIAIRE EN DROIT

►►► En 2012, l'entreprise québécoise Dupont & Dupond inc. obtient, après un processus d'appel d'offres, le contrat de construction du nouveau pont Tremblant. L'avis d'ouverture du chantier indique qu'il s'agit d'un projet de construction d'un pont devant remplacer le pont Tremblant désuet. On y indique également que 145 salariés y travailleront et que le coût du projet est évalué à 11 000 000 \$. Ce montant comprend une somme de 7 999 999 \$ pour la construction du nouveau pont Tremblant et de 3 000 001 \$ pour refaire la route d'accès. M. Dupont, contremaître, et M. Dupond, surintendant, n'arrivent pas à s'entendre sur la question de savoir si la présence d'un agent de sécurité affecté à plein temps sur le chantier est nécessaire. En effet, ils interprètent différemment l'article 2.5.3 du Code de sécurité pour les travaux de construction¹ (ci-après CSTC).

M. Dupont croit qu'étant donné que la somme correspondant aux travaux de construction du pont n'excédant pas 8 000 000 \$, il n'est pas nécessaire qu'un agent de sécurité soit présent à temps plein sur le chantier. M. Dupond, quant à lui, croit qu'il faut considérer la somme globale du projet, soit 11 000 000 \$, et qu'ainsi un agent de sécurité doit être présent à temps plein sur le chantier. Qui a raison? Est-ce qu'en vertu du paragraphe 2.5.3 (1) b) du CSTC les coûts associés à des travaux de construction de route doivent être déduits du coût

total du projet? Ou bien est-ce qu'ils doivent être inclus puisque ces travaux sont indissociables du projet principal?

Interprétation de l'article 2.5.3 du CSTC

Le rôle d'un agent de sécurité sur un chantier de construction est de veiller exclusivement à la sécurité des travailleurs². Cet article s'inscrit dans l'objectif de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (ci-après LSST), soit « l'élimination à la source même des dangers pour la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs³ ». C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter l'article 2.5.3 (1) b) du CSTC, qui exige qu'au moins un agent de sécurité soit affecté à plein temps sur un chantier « dont le coût total des travaux dépasse 8 000 000 \$ à l'exception des travaux de construction, d'entretien ou de réparation de routes autres que les ponts, tunnels ou viaducs⁴ ». L'hésitation de messieurs Dupont et Dupond concerne cette dernière exception. Plus spécifiquement, ils doivent déterminer si le coût des travaux de construction d'une route accessoire à la réalisation de leur projet principal doit être compris dans le coût total des travaux du chantier.

Application contextuelle

Dans le présent cas, l'entreprise Dupont & Dupond inc. a obtenu le contrat de construction du nouveau pont Tremblant. Or, le coût

Droits et obligations

total des travaux est inférieur à 8 000 000 \$ si l'on ne tient compte que des coûts de construction du pont. Mais, si l'on ajoute les tronçons de route adjacents, le coût total des travaux excède 8 000 000 \$. Afin de déterminer si l'article 2.5.3 (1) b) du CSTC s'applique, il faut considérer la finalité du projet. En effet, il s'agit ici de la construction d'un pont. Cependant, pour y arriver, il faut construire des tronçons de route d'accès. Ainsi, ces travaux, bien qu'accessoires, sont intrinsèquement liés au projet principal. Les coûts qui y sont associés doivent donc être considérés pour déterminer le coût total des travaux du chantier. En effet, il n'est pas question de simplement construire une route, auquel cas l'exclusion du paragraphe 2.5.3 (1) b) du CSTC trouverait application. Il s'agit de construire un pont auquel il est indispensable de construire des tronçons de route adjacents. Pour une interprétation concordante avec l'objectif de la LSST, il faut inclure le coût des travaux accessoires au projet principal pour obtenir le coût total des travaux d'un chantier. En effet, la présence de l'agent de sécurité sur un chantier a pour but de veiller à la sécurité des travailleurs. Ainsi, il serait incohérent de scinder les étapes de construction ou de ventiler les coûts par catégorie de travaux pour la détermination du coût total afin de limiter l'application de l'article 2.5.3 du CSTC.

Ainsi, M. Dupond a raison quand il exprime l'avis qu'au moins un agent de sécurité devra être affecté à plein temps sur le chantier de construction du nouveau pont Tremblant. Compte tenu de la nature des travaux, il n'y a aucune raison de distinguer les coûts de construction de la route de ceux du pont.

En conséquence, le coût total des travaux de construction est de 11 000 000 \$ puisqu'on doit considérer la globalité des coûts, et ce, malgré l'exception prévue au paragraphe 2.5.3 (1) b) du CSTC. Un maître d'œuvre, comme Dupont & Dupond inc., ne peut ventiler les coûts pour en déduire tous ceux associés à la construction de route et ainsi rester en deçà de 8 000 000 \$, puisque ce n'est pas de cette façon qu'on doit interpréter le paragraphe 2.5.3 (1) b) pour respecter le but de cet article ainsi que l'objectif de la LSST⁵. ◀◀

1. Code de sécurité pour les travaux de construction, R.R.Q., c. S-2.1, r. 4, art. 2.5.3.

2. Idem, note 1, article 2.5.4 (3).

3. Loi sur la santé et la sécurité du travail, L.R.Q., c. S-2.1, art. 2.

4. Idem, note 1, article 2.5.3 (1) b).

5. Texte inspiré de la décision *Commission de la santé et de la sécurité du travail c. L.A. Hébert Itée*, 2011 QCCQ 15299.

Photo: Shutterstock

ÉVÉNEMENTS DE LA CSST

16 ET 17 OCTOBRE 2012
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**Grand rendez-vous
SST 2012**

23 OCTOBRE 2012
LÉVIS (QUÉBEC)

**Remise des Grands Prix
santé et sécurité
du travail**

23 ET 24 OCTOBRE 2012
VAL-D'OR (QUÉBEC)

**24^e Colloque en santé
et sécurité du travail et
remise des Grands Prix
santé et sécurité
du travail**

15 NOVEMBRE 2012
RIMOUSKI (QUÉBEC)

**4^e Colloque en santé et
sécurité du travail et
remise des Grands Prix
santé et sécurité du travail**

RENSEIGNEMENTS
 www.csst.qc.ca

ÉVÉNEMENTS DE L'INSTITUT DE RECHERCHE ROBERT-SAUVÉ EN SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL (IRSST)

11 ET 12 OCTOBRE 2012
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**7^e Conférence
internationale sur la
sécurité des systèmes
industriels automatisés**

25 OCTOBRE 2012
LÉVIS (QUÉBEC)

**11^e Conférence de la SCRSR –
Recherche sur la santé
en régions rurales et éloi-
gnées : approches créatives**

RENSEIGNEMENTS
 www.irsst.qc.ca/sias2012.html

L'ASSOCIATION SECTO- RIELLE FABRICATION D'ÉQUIPEMENT DE TRANSPORT ET DE MACHINES (ASFETM)

Colloque :

27 SEPTEMBRE 2012
LONGUEUIL (QUÉBEC)

**Colloque sur les risques
électriques**

SESSIONS PUBLIQUES :

1^{er} OCTOBRE 2012
(de 8 h à 12 h)
QUÉBEC (QUÉBEC)

**Utilisation sécuritaire des
élingues et des ponts
roulants**

2 OCTOBRE 2012
(de 8 h à 12 h)
QUÉBEC (QUÉBEC)

**Utilisation sécuritaire des
chariots élévateurs**

4 OCTOBRE 2012
(de 8 h à 12 h)
QUÉBEC (QUÉBEC)

SIMDUT

5 OCTOBRE 2012
(de 8 h à 12 h)
QUÉBEC (QUÉBEC)

**Transport des matières
dangereuses**

RENSEIGNEMENTS
 www.asfetm.com

DU 17 AU 19 SEPTEMBRE 2012
PARIS (FRANCE)

**10^e Conférence
internationale
sur la ventilation
industrielle**

RENSEIGNEMENTS
 www.inrs-ventilation2012.fr

CENTRE PATRONAL DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ DU TRAVAIL DU QUÉBEC

FORMATIONS :

12 OCTOBRE 2012
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**Le Règlement sur la santé et
la sécurité du travail (RSST)**

12 OCTOBRE 2012
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**Conduite préventive des
chariots élévateurs (RSST)**

25 – 26 OCTOBRE 2012
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**« Ergonomisez »
vos postes de travail**

29 OCTOBRE 2012
MONTRÉAL (QUÉBEC)

Sécurité électrique

1^{er} ET 2 NOVEMBRE 2012
MONTRÉAL (QUÉBEC)

Sécurité des machines

7 NOVEMBRE 2012
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**Code canadien
du travail – Partie II**

9 NOVEMBRE 2012
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**Sous-traitance :
responsabilités en SST
du donneur d'ouvrage**

9 NOVEMBRE 2012
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**Troubles de la personna-
lité – Comment gérer ces
employés... singuliers !**

16 NOVEMBRE 2012
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**Sanctions disciplinaires
et SST**

16 NOVEMBRE 2012
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**Sécurité des machines –
notions de conception des
circuits de commande**

21 NOVEMBRE 2012
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**Assignment temporaire :
un droit pour l'employeur**

28 NOVEMBRE 2012
MONTRÉAL (QUÉBEC)

Cadenassage

29 NOVEMBRE 2012
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**Programme de prévention
des risques professionnels
au travail**

30 NOVEMBRE 2012
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**Code criminel du Canada
et lois en SST : obligations
et diligence raisonnable**

RENSEIGNEMENTS
 www.centrepatronalsst.qc.ca

DU 8 AU 9 NOVEMBRE 2012
DUBLIN (IRLANDE)

**International Conference
Safety Symposium**

RENSEIGNEMENTS
 www.osha.europa.eu/en/events/events.html

4 DÉCEMBRE 2012
PARIS (FRANCE)

**Expoprotection – Le salon
de la prévention et de la
gestion des risques**

RENSEIGNEMENTS
 www.expoprotection.com

Recherche@l'IRSST

Plus encore sur le site Web de la section Recherche à l'IRSST : www.irsst.qc.ca/prevention-au-travail

Aussi...

Une nouvelle méthode d'essai

Pour déterminer la résistance des gants aux piqûres d'aiguilles

Comment rendre une salle de bain sécuritaire ?

Un outil d'aide à la décision pour les auxiliaires familiales et sociales

Actualités

Une première en ergothérapie Un guide pour évaluer les capacités reliées au travail

Pour bon nombre de travailleurs qui présentent une déficience physique et sont engagés dans un processus de réadaptation, l'évaluation de leurs capacités reliées au travail (ÉCT) constitue une pratique clinique courante.



Institut de recherche
Robert-Sauvé
en santé et en sécurité
du travail

» Ses résultats permettent de déterminer les interventions nécessaires pour favoriser leur retour durable et sécuritaire en emploi. Toutefois, les pratiques varient beaucoup selon les intervenants, ce qui a pour effet de mettre en doute la qualité des résultats de certaines de ces évaluations. « Comme la majorité de mes pairs, j'ai eu initialement très peu de formation dans le domaine des ÉCT, explique Sophie Roy, ergothérapeute au Centre de réadaptation Estrie et auteure du guide, en compagnie de Marie-José Durand, de l'Université de Sherbrooke, et d'Hélène Corribeau, du Centre d'action en prévention réadaptation de l'incapacité au travail (CAPRIT). Nous apprenions notre métier soit par mentorat, soit par nous-mêmes, ou encore par des formations que nous donnaient des fournisseurs de tests. En fait, depuis plusieurs années, il nous était difficile d'avoir une bonne synthèse des données scientifiques et de leurs applications. Il nous manquait un cadre de référence pour mener à bien nos interventions... d'où la nécessité d'un guide. »

Aider à choisir la bonne pratique

Le *Guide sur l'évaluation des capacités reliées au travail* est un outil offert aux cliniciens pour leur fournir une source d'information sur les données probantes actuelles et ainsi éclairer leur décision clinique. Il consiste en des recommandations élaborées systématiquement en vue d'aider l'ergothérapeute et le client à choisir les stratégies les plus appropriées pour procéder à une

ÉCT. « Il a pour but de réduire la variabilité des pratiques cliniques, poursuit Sophie Roy. C'est la première fois que nous disposons d'un tel guide issu d'une démarche scientifique, systématique et rigoureuse, d'où son aspect novateur. »

Un tour d'horizon exhaustif

Le guide comporte six sections. La première présente les concepts liés au fonctionnement au travail et à l'ÉCT, situant cette dernière dans le processus de réadaptation. Les recommandations pour la pratique clinique sont présentées dans la deuxième section. Suivent notamment une vignette pour illustrer leur actualisation dans la réalité, un résumé du processus de développement du guide, un sommaire des recommandations et un glossaire des expressions et des concepts utilisés en ÉCT.

C'est la première fois que nous disposons d'un tel guide issu d'une démarche scientifique, systématique et rigoureuse, d'où son aspect novateur. – Sophie Roy

Une mise à jour des concepts

Avant d'aborder en détail les recommandations pour la pratique clinique, le guide définit certains concepts, à savoir le travail et l'évaluation des capacités qui lui sont liées. Il présente également le modèle conceptuel du fonctionnement au travail et situe l'utilisation de l'ÉCT dans le processus de réadaptation. Enfin, il en définit les objectifs et en décrit les différents types.

Le travail est une source d'autonomie financière, une activité régulière qui influence grandement la gestion du temps et de l'espace et procure un statut social. Il peut fournir un sens à la vie et l'occasion de se réaliser. En somme, le travail a un rôle important et est un élément clé de l'intégration dans la société. Lorsque ce rôle est interrompu, par une blessure ou une maladie, la vie entière de la personne est chamboulée.

Pour une bonne pratique clinique

Selon les auteures, une ÉCT optimale qui livrera des résultats de qualité comprend sept caractéristiques fondamentales : elle doit être sécuritaire, exacte, complète, crédible, flexible, pratique et utile. De plus, dans un processus de réadaptation, elle doit être appliquée de façon précoce et continue.

Sécuritaire

Les procédures d'évaluation ne doivent pas entraîner de blessures, ni d'aggravation de l'état de santé de la personne. Pour ce faire, une évaluation physique ou médicale préalable doit être considérée. L'ergothérapeute doit s'assurer de connaître les limitations fonctionnelles établies et modifier ou éliminer les tests qui ne les respectent pas ou, au besoin, retarder l'évaluation si l'état de la personne ne s'y prête pas. Il doit également être vigilant en ce qui a trait à la sécurité de la personne tout au long de l'ÉCT et être prêt à modifier ou à cesser les procédures au besoin.

Complète

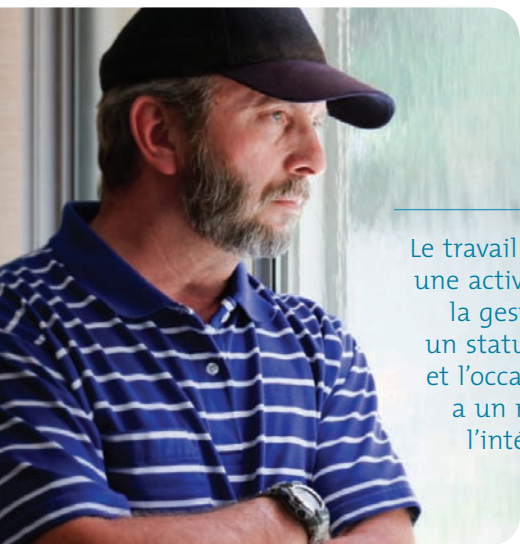
L'ÉCT doit contenir toutes les informations requises pour que le processus décisionnel soit efficace et judicieux. Ainsi, elle doit tenir compte des différentes dimensions du fonctionnement au travail, soit la participation et le rendement de la personne ainsi que ses capacités.

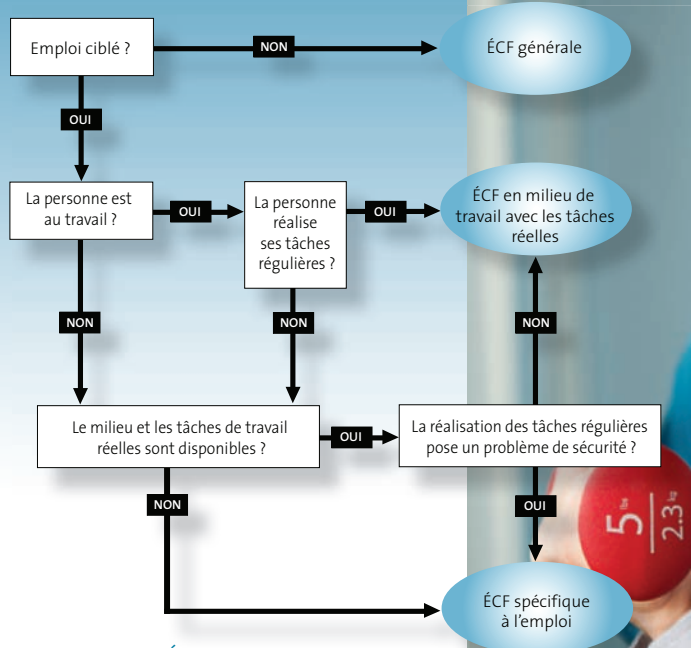
Précoce

Un des éléments clés du succès de la réadaptation au travail est sa précocité. Cela permet, notamment, le maintien de la personne dans son rôle de travailleur et réduit les conséquences négatives de son retrait ou de son exclusion du travail. L'ÉCT doit donc être amorcée au tout début d'un processus de réadaptation.

Continue

L'ergothérapeute doit constamment poursuivre la cueillette de données pendant la réadaptation. Une ÉCT réalisée en continu permet de réagir rapidement si des problèmes surviennent au cours du processus. Bref, l'ÉCT doit se poursuivre tout au long de la démarche de réadaptation au travail.





ÉCT en milieu de travail, évaluation des capacités fonctionnelles spécifique (ÉCF) à un emploi ou ÉCF générale ? Selon les situations l'un ou l'autre sera utilisé. Ici, l'arbre décisionnel pour effectuer ce choix.

Utile

Cette caractéristique regroupe trois recommandations. L'ergothérapeute doit d'abord s'assurer de bien connaître les objectifs motivant l'ÉCT avant de procéder. Il doit aussi connaître la ou les dimensions du fonctionnement au travail qu'il évalue afin de sélectionner le type d'évaluation cohérent avec cet aspect. Enfin, le choix du type d'évaluation doit être basé sur l'objectif visé.

Flexible

La flexibilité de l'ÉCT réfère à la possibilité de la modifier ou de l'adapter pour répondre adéquatement à la question spécifique du référent et, bien sûr, pour satisfaire les besoins de la personne évaluée. L'ergothérapeute doit adapter l'évaluation aux circonstances propres au milieu de travail, au contexte économique et à la situation de la personne.

Pratique

Les coûts associés à une ÉCT sont généralement élevés, alors que les ressources du réseau de la santé sont limitées. L'ergothérapeute doit ainsi veiller à l'efficacité en choisissant l'ÉCT et ses modalités.

Exacte et crédible

Les ÉCT servant à appuyer un processus décisionnel, que ce soit sur le plan thérapeutique ou médicolegal, l'ergothérapeute doit donc utiliser plusieurs sources et méthodes de cueillette de données. Il doit enfin appliquer des stratégies rigoureuses pour s'assurer de la justesse des données recueillies, de leur analyse et des conclusions qu'il en tire.

Un glossaire fort utile

L'ajout d'un glossaire au guide est une innovation intéressante dans le domaine des ÉCT. « Dorénavant, les ergothérapeutes pourront parler le même langage grâce une terminologie claire », commente Sophie Roy. <<

BENOIT FRADETTE

Ce projet s'inscrit dans le cadre du Programme conjoint de subvention de recherche dans le domaine de la réadaptation et de la réinsertion professionnelle du Réseau provincial de recherche en adaptation-réadaptation REPAR – IRSST. Sophie Roy a bénéficié du programme de bourses d'études supérieures de l'IRSST.

Pour obtenir des informations sur le programme de bourses de l'IRSST : www.irsst.qc.ca/bourses-accueil.html



Photo Pierre Charbonneau

Pour réaliser les évaluations des capacités liées à l'emploi, les ergothérapeutes travaillent souvent en collaboration avec des psychologues, des travailleurs sociaux, des médecins, des infirmiers ou des physiothérapeutes.

Pour en savoir plus

ROY, Sophie, Marie-José DURAND, Hélène CORRIVEAU. *Élaboration d'un guide de pratique sur l'évaluation des capacités liées au travail pour une clientèle présentant une déficience physique*, Rapport R-703, 92 pages : www.irsst.qc.ca/media/documents/PubIRSST/R-703.pdf

ROY, Sophie, Marie-José DURAND, Hélène CORRIVEAU. *L'évaluation des capacités liées au travail pour une clientèle présentant une déficience physique — Guide de pratique à l'intention des ergothérapeutes*, Guide technique RG-703, 76 pages : www.irsst.qc.ca/media/documents/PubIRSST/RG-703.pdf

LES POLICIERS FACE AU STRESS POST-TRAUMATIQUE

Plus résilients qu'on le croyait

Les policiers doivent composer sans craquer avec des situations anxiogènes susceptibles de menacer leur intégrité physique ou leur équilibre psychologique, tels que des bagarres, des agressions, des accidents routiers, etc.

»»» Accidents routiers, bagarres, agressions, fusillades, suicides, viols, homicides... Exposés quotidiennement à la violence sous toutes ses formes, les policiers doivent composer sans craquer avec des situations anxiogènes susceptibles de menacer leur intégrité physique ou leur équilibre psychologique. Il reste que, de 2000 à 2002, la CSST a indemnisé quatre fois plus de cas d'état de stress post-traumatique (ÉSPT) chez eux que chez tous les autres travailleurs québécois réunis. Peu de recherches s'étant penchées sur la prévalence de ce trouble anxieux grave dans cette population et sur les façons de le prévenir, les responsables du Programme d'aide aux policiers et policières et du comité paritaire du Service de police de la Ville de Montréal, soucieux d'en préserver leur personnel, ont fait appel à l'IRSST pour les éclairer sur cette question. C'est ainsi qu'une

équipe de scientifiques, dirigée par André Marchand, professeur titulaire au Département de psychologie de l'Université du Québec à Montréal et chercheur au Centre de recherche Fernand-Séguin de l'Hôpital Louis-H.-Lafontaine, a entrepris, en 2004, une étude en deux volets, intitulée *Facteurs prévisionnels du développement de l'état de stress post-traumatique à la suite d'un événement traumatique chez les policiers*. L'IRSST a publié les rapports des volets prospectif et rétrospectif en 2011.

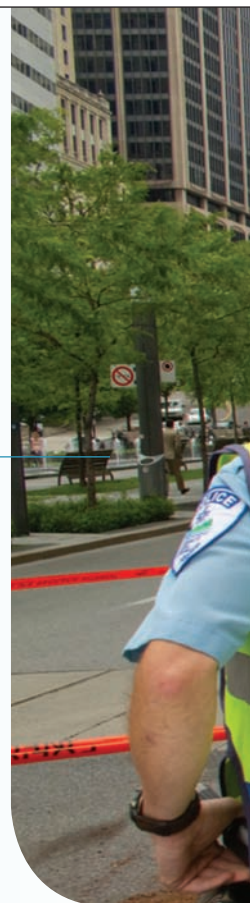
Cette recherche en deux temps a ceci d'original que les personnes évaluées comptaient à la fois des femmes et des hommes, mais également que les chercheurs ont examiné les facteurs de prédiction de l'ÉSPT chez les participants tant avant que pendant un événement à potentiel traumatique, puis encore une fois *a posteriori*. Son volet rétrospectif leur

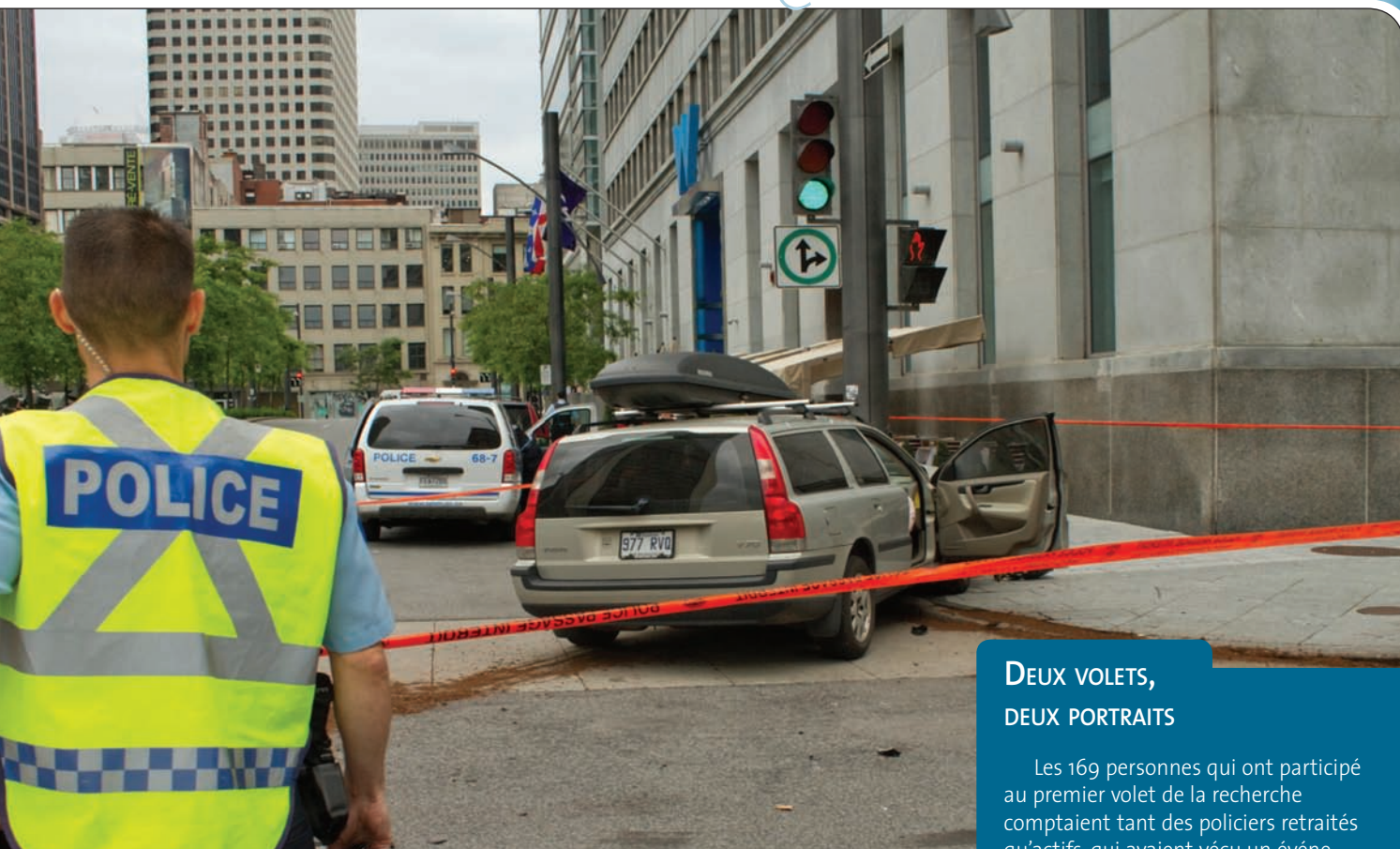
a notamment permis de brosser un tableau de la prévalence de l'ÉSPT parmi une cohorte ayant auparavant vécu des circonstances traumatiques. Il leur a ainsi fourni des données sur les paramètres du risque de cet état et sur les éléments qui pouvaient produire un effet protecteur à cet égard. Pendant le volet prospectif, l'équipe de chercheurs a suivi le cheminement de policiers qui avaient vécu un événement à potentiel traumatique plus récemment pour évaluer, à quatre reprises, comment leur état évoluait avec le passage du temps. Parmi les participants, 64 % ont déclaré avoir dégainé leur arme à feu au cours de l'événement et 11 % l'avoir utilisée, alors que 28 % ont dit avoir eu recours à une autre arme. Pendant que se déroulait la scène dans laquelle ils étaient impliqués, 80 % se sont sentis impuissants et 59 % ont ressenti une peur intense, tandis que 17 % ont éprouvé de la culpabilité et 2 % de la honte.

Il ressort de ce volet de l'étude que des policiers qui manifestent des sensations de stress aigu ou des symptômes de dépression à la suite d'une situation traumatique subissent l'influence des facteurs qui figurent parmi les plus déterminants quant au risque de se retrouver en ÉSPT.

QU'EST-CE QUE L'ÉTAT DE STRESS POST-TRAUMATIQUE ?

Il s'agit d'une réaction psychologique, aussi appelée trouble de stress post-traumatique, provoquée par l'exposition à une situation qui menace l'intégrité physique ou psychologique d'une personne ou de son entourage. Celle-ci peut alors ressentir une peur extrême, de l'impuissance ou de l'horreur. L'ÉSPT peut parfois survenir plusieurs jours, voire plusieurs semaines ou mois plus tard, et se manifester entre autres par de l'anxiété, du stress aigu, des symptômes de dépression, l'abus de drogue ou d'alcool. Il peut aussi arriver que la personne atteinte évite de ressentir toute forme d'émotion et qu'elle fasse ainsi de la dissociation, un processus défensif qui lui permet de se détacher du souvenir de l'événement traumatisant et de la réalité.





DEUX VOLETS, DEUX PORTRAITS

Les 169 personnes qui ont participé au premier volet de la recherche comptaient tant des policiers retraités qu'actifs, qui avaient vécu un événement traumatique dans le passé. Parmi eux, 7,6 % ont souffert d'un ÉSPT clinique, alors que ce pourcentage était de 6,8 % dans le cas d'un ÉSPT partiel.

Le deuxième volet a fait appel à 83 policiers actifs, dont 20 femmes, ayant récemment été impliqués dans un événement majeur. Trois pour cent des membres de ce groupe ont souffert d'un ÉSPT clinique et 9 % d'un ÉSPT partiel.

À contre-courant des idées reçues

Les résultats de l'étude étonnent même les scientifiques. En effet, bien que leur travail les expose davantage que la population en général à vivre des expériences traumatisantes, les policiers ne sont pas plus touchés par l'ÉSPT (voir l'encadré *Deux volets, deux portraits*). Auraient-ils une prédisposition psychologique particulière qui les protège à ce point de vue ? « On peut émettre de multiples hypothèses, remarque André Marchand, la première étant que les règles de sélection des policiers tendent à favoriser des individus qui gèrent mieux le stress que la majorité des gens. » On présume ensuite que la formation qu'ils reçoivent les prépare à faire face à des situations dangereuses et stressantes, ainsi qu'à en gérer les contrecoups possibles. Et surtout, selon le chercheur, ils bénéficient d'un service d'aide exceptionnel : « Dès qu'un événement traumatique se produit, ils sont pris en charge, suivis, et s'ils sont à risque de

se retrouver en ÉSPT, on les aide et leur fournit les ressources dont ils ont besoin. »

Soit, le système en place dans les services de police contribue déjà à aider ces travailleurs à demeurer fonctionnels

Bien que leur travail les expose davantage que la population en général à vivre des expériences traumatisantes, les policiers ne sont pas plus touchés par l'état de stress post-traumatique.

après avoir connu un trauma dans le cours de leurs activités professionnelles. Les auteurs des deux rapports estiment cependant qu'il aurait avantage à faire davantage de prévention primaire, c'est-à-dire AVANT que des membres du personnel policier se retrouvent dans un contexte déstabilisant,

pour leur apprendre à mieux traiter avec le stress et les émotions. « Dans des situations où il y a danger de mort ou de blessures importantes, ceux qui sont à risque de réagir physiquement et avec une forte anxiété vont parfois dissocier, c'est-à-dire perdre la notion du temps ou avoir l'impression qu'ils ne sont plus dans leur corps, remarque André Marchand. Ces gens-là sont à risque de se retrouver en ÉSPT, et on pense donc que leur

enseigner des stratégies pour diminuer leurs réactions anxieuses ou physiologiques, comme la relaxation ou la rééducation respiratoire, pourrait les aider à le prévenir. »

Au deuxième degré

Les spécialistes s'entendent toutefois pour dire qu'il ne faut pas intervenir psychologiquement auprès de personnes ébranlées par un traumatisme dans les premières heures ni même dans les premières journées suivant l'événement. « Il faut être présent, être à l'écoute, et leur donner du soutien tangible à plusieurs égards, par exemple les accompagner à l'hôpital et, au besoin, rencontrer les familles pour dédramatiser ce qui



Les recommandations des chercheurs peuvent être appliquées à d'autres groupes exposés à connaître un ÉSPT, soit, notamment, les pompiers, ambulanciers, secouristes qui sont eux aussi exposés à des événements traumatiques.

se passe, précise André Marchand. C'est de la prévention secondaire, du soutien psychologique de première main, qui va beaucoup aider les gens et empêcher qu'ils se retrouvent dans un ÉSPT, mais ce n'est pas de la psychothérapie. » Les précautions subséquentes consistent à les observer et à faire du dépistage pour repérer les plus vulnérables. Le chercheur souligne cependant qu'il est normal de réagir fortement à des chocs émotifs comme ceux

Des règles de sélection favorisent-elles des individus qui gèrent mieux le stress que la majorité des gens ; leur formation les prépare-t-elle à faire face à des situations dangereuses et stressantes et à en gérer les contrechocs possibles ? L'étude de l'ÉSPT chez les policiers soulève plusieurs hypothèses.

auxquels les policiers peuvent être exposés, mais que les réponses affectives s'estompent habituellement dans les jours qui suivent. Si les réactions se maintiennent après deux ou trois semaines, c'est alors le moment d'agir au moyen d'une intervention psychologique pour éviter que la personne affligée plonge plus avant dans la souffrance.

Souppes de sécurité

Les chercheurs ont constaté que les policiers mettaient en œuvre divers mécanismes de protection pour s'adapter à la réalité de ce qu'ils avaient vécu et pour se remettre de la secousse qu'entraîne un événement traumatique. Ils en parlent à leurs collègues, sollicitent leur soutien, consultent un psychologue, ou

encore s'investissent dans des activités de loisir qui leur permettent d'évacuer le trop-plein d'émotion. Ils vont même jusqu'à conseiller à un confrère de faire appel à ces méthodes pour se libérer de leur sensation de mal-être à la suite d'une situation déstabilisante.

Mais bien que les autorités policières, et les policiers eux-mêmes, optent dès lors pour de bons moyens de prévenir l'ÉSPT, ils cherchent néanmoins à les renforcer et à les optimiser. À la

suite de la publication des deux études, « et même s'il était déjà très efficace, le Programme d'aide aux employés du Service de police de la Ville de Montréal, par exemple, est en train d'intégrer de nouvelles façons de faire pour améliorer à la fois le dépistage et l'intervention », remarque André Marchand. Les connaissances qui découlent de ces recherches contribueront ainsi au repérage et à la prévention de l'ÉSPT chez les policiers. Elles faciliteront également la mise au point de techniques susceptibles de favoriser aussi bien l'usage de modes de protection efficaces vis-à-vis d'événements traumatiques que la diminution des facteurs de risque présents. L'inclusion de stratégies préventives plus structurées dans les programmes de formation

du personnel policier ne pourra que fortifier la résilience de ces travailleurs, qui risquent chaque jour de vivre des expériences traumatisantes. Les chercheurs considèrent que leurs recommandations peuvent également être appliquées à d'autres groupes exposés à connaître un ÉSPT, soit notamment les pompiers, ambulanciers, secouristes et urgentologues, à qui des mécanismes de prévention plus méthodiques seraient tout aussi bénéfiques. <<

CLAIRE THIVIERGE

Pour en savoir plus

MARCHAND, André, Richard BOYER, Mélissa MARTIN, Céline NADEAU. *Facteurs prévisionnels du développement de l'état de stress post-traumatique à la suite d'un événement traumatique chez les policiers – Volet rétrospectif*, Rapport R-633, 109 pages : www.irsst.qc.ca/media/documents/PubIRSST/R-633.pdf

MARCHAND, André, Richard BOYER, Céline NADEAU, Mélissa MARTIN. *Facteurs prévisionnels du développement de l'état de stress post-traumatique à la suite d'un événement traumatique chez les policiers – Volet prospectif*, Rapport R-710, 74 pages : www.irsst.qc.ca/media/documents/PubIRSST/R-710.pdf

COMMENT RENDRE UNE SALLE DE BAIN SÉCURITAIRE ?

Un outil d'aide à la décision pour les auxiliaires familiales et sociales

» Les ergothérapeutes sont les spécialistes pour évaluer et recommander l'ajout d'équipements dans les salles de bain des personnes âgées vivant à domicile lorsque la situation l'exige. Toutefois, compte tenu du nombre élevé de demandes, ils ne suffisent plus à la tâche. Or, une partie de ce travail d'évaluation pourrait être confiée aux auxiliaires familiales et sociales (AFS) si elles disposaient des outils nécessaires. Devant cette réalité, Manon Guay, doctorante en sciences cliniques à l'Université de Sherbrooke, a démarré le projet Algo (pour algorithme).

Une bonification des meilleures pratiques

Manon Guay et ses collaborateurs ont d'abord recensé tous les outils du genre qu'on trouve au Québec, dont le modèle *Préalables aux soins d'hygiène*, que plusieurs centres de santé et de services sociaux (CSSS) utilisent déjà. Bien qu'il existe une soixantaine d'« outils maison », aucun ne répondait entièrement aux attentes des AFS, des ergothérapeutes et de leurs gestionnaires. Les scientifiques ont donc conçu l'Algo. « Nous avons consulté les ergothérapeutes et les auxiliaires afin de voir ce qui répondrait le mieux à leurs besoins », explique Manon Guay. Une fois ce travail complété, l'équipe a observé si, dans une situation simple, une auxiliaire disposant de cet outil formulait la même recommandation qu'un ergothérapeute. « Il fallait voir si elle serait en mesure de choisir les équipements à installer dans la baignoire, par exemple, afin que les personnes âgées puissent se laver facilement tout en évitant les risques de chute », ajoute-t-elle. L'Algo a été validé par des AFS, mais pourrait aussi servir à d'autres intervenants de la santé, tels que les infirmières auxiliaires, les thérapeutes en réadaptation physique ou les travailleurs sociaux qui collaborent avec un ergothérapeute.

D'abord la sécurité du client et de l'aïdant

« Nous avons obtenu de très bons résultats, affirme Manon Guay. Ainsi, même si l'auxiliaire qui utilise l'outil Algo n'arrive pas toujours aux mêmes choix d'équipements que l'ergothérapeute, ceux-ci sont quand même convenables dans la mesure où ils assurent autant la sécurité du client que celle de l'auxiliaire qui leur offre de l'aide lors du bain. »

Un projet de longue haleine

« Le développement de l'Algo a nécessité trois ans de travail et sa validation, six mois, mentionne l'ergothérapeute. Essentiellement, cet outil favorisera une réponse rapide aux besoins des personnes âgées et permettra à une auxiliaire, qui consacre 80 % de son temps à l'aide au bain, de travailler dans un lieu bien adapté sans encourir de risque de blessure. Notre projet est réalisé en partenariat avec des cliniciens et nous nous sommes souciés de développer et de valider l'outil dans un contexte réel afin que nos résultats soient le plus transférables possible. »



Manon Guay souhaite que l'Algo, son guide d'utilisation et son manuel de référence soient offerts d'ici à la fin de 2012. Les équipes qui souhaitent l'implanter pourraient alors recevoir une formation en emploi. L'Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie a accordé les droits de valorisation de l'Algo au Centre de recherche sur le vieillissement du Centre de santé et de services sociaux de l'Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke. <<

BENOIT FRADETTE

Pour en savoir plus

Des extraits de l'Algo peuvent être vus dans la section *Supplément* du site Web de *Prévention au travail* : www.irsst.qc.ca/prevention-au-travail/supplements-par-type-100002.html

MANON GUAY

Manon Guay travaille en ergothérapie depuis plus de 20 ans. « Je souhaitais travailler dans le domaine de la santé et l'ergothérapie me permettait d'agir sur les activités des gens de façon globale et significative. Mon champ de prédilection clinique est l'adaptation physique du domicile, mais en recherche, j'étudie la collaboration entre les ergothérapeutes et les non-ergothérapeutes. » Après son baccalauréat à l'Université McGill, Manon Guay développe un service d'ergothérapie dans une unité gériatrique. Par la suite, elle travaille aux États-Unis afin de parfaire ses connaissances. En 2006, elle s'inscrit à la maîtrise puis au doctorat, à l'Université de Sherbrooke, sous la direction de Johanne Desrosiers et de Marie-France Dubois. « J'envisage maintenant des études postdoctorales en me consacrant à la problématique du transfert des connaissances. »

Manon Guay bénéficie du programme de bourses d'études supérieures de l'IRSST.

Pour obtenir des informations sur le programme de bourses de l'IRSST : www.irsst.qc.ca/bourses-accueil.html



SERVICES ET SOINS À DOMICILE

Échange de bonnes pratiques entre le Québec et la Wallonie-Bruxelles

Au Québec, on les appelle auxiliaires familiales et sociales. Dans la région Wallonie-Bruxelles, en Belgique, elles sont connues sous l'appellation d'aides familiales. Majoritairement des femmes, ces travailleuses ont pour tâches de maintenir des personnes malades, convalescentes, âgées ou handicapées à domicile et de leur assurer une qualité de vie. Alors que la demande explose et que les ressources sont insuffisantes, elles sont exposées à de multiples risques pour leur santé et leur sécurité, dont des maux de dos. Des équipes de recherche ont comparé les façons de faire de part et d'autre de l'Atlantique afin de recenser les pistes de bonnes pratiques organisationnelles les plus prometteuses.

➤➤➤ Plusieurs déterminants influencent la santé et la sécurité des auxiliaires familiales et sociales (AFS) et, il va sans dire, la qualité des soins qu'elles offrent : les consignes gouvernementales, le vieillissement de la population, la pénurie de main-d'œuvre, l'organisation du travail, l'état de santé des clients et la capacité du réseau à les prendre en charge, les caractéristiques du personnel et des collectifs de travail de même que l'environnement. Les auteures du guide, Esther Cloutier et Agnès Van Daele, ont déterminé différentes façons d'accroître la protection du personnel envers les risques du métier.

Forces majeures

Le travail du personnel de soins et d'aide à domicile présente généralement une forte composante physique. Par

exemple, le transfert ou le bain d'un client occasionnent souvent des postures très contraignantes pour le dos ou les membres inférieurs. Des aménagements relativement simples et peu coûteux peuvent diminuer les risques, tels que l'installation de douches téléphones, de barres d'appui et de tapis antidérapants.

Les chercheuses soulignent que, en autant que cela soit possible, une approche participative des AFS à la démarche de gestion des risques est une bonne façon de s'assurer de leur collaboration.

Invisible, mais importante : la composante psychologique

L'aspect relationnel est très important dans le travail des AFS, même s'il est rarement officiellement reconnu et comptabilisé. En effet, le personnel des soins à domicile négocie avec les clients

et leur offre un soutien social. De plus, ses observations permettent de communiquer des informations essentielles aux autres intervenants de l'équipe multidisciplinaire, tant pour le suivi que pour la prévention des détériorations de l'état des personnes aidées. Par conséquent, l'AFS doit être à l'affût du désir de communiquer d'un client et lui prêter une grande attention afin de percevoir des indices très fins de son état d'esprit, et ce, tout en effectuant ses tâches plus techniques.

Le métier est exigeant sur le plan psychologique, car l'isolement et les dilemmes moraux sont le lot quotidien des AFS. Il arrive aussi qu'elles se retrouvent face à des cas difficiles ou à des événements douloureux, comme le décès d'un client. Les auteures du guide insistent sur la nécessité de provoquer des occasions d'échange entre collègues et avec d'autres intervenants afin de partager les savoir-faire et de définir des règles de métier. Préserver l'autonomie dans l'organisation du travail joue également un rôle positif en matière de SST. Par exemple, les AFS qui ont la possibilité de gérer les routes de leurs visites peuvent réguler leurs activités afin de gagner du temps et de s'adapter en fonction de leur état de santé et de leur niveau de fatigue.

Plusieurs, c'est mieux

Une situation de travail stable permet de réguler la charge et de se prémunir contre les risques pour la SST. Cela contribue également à améliorer l'efficacité et

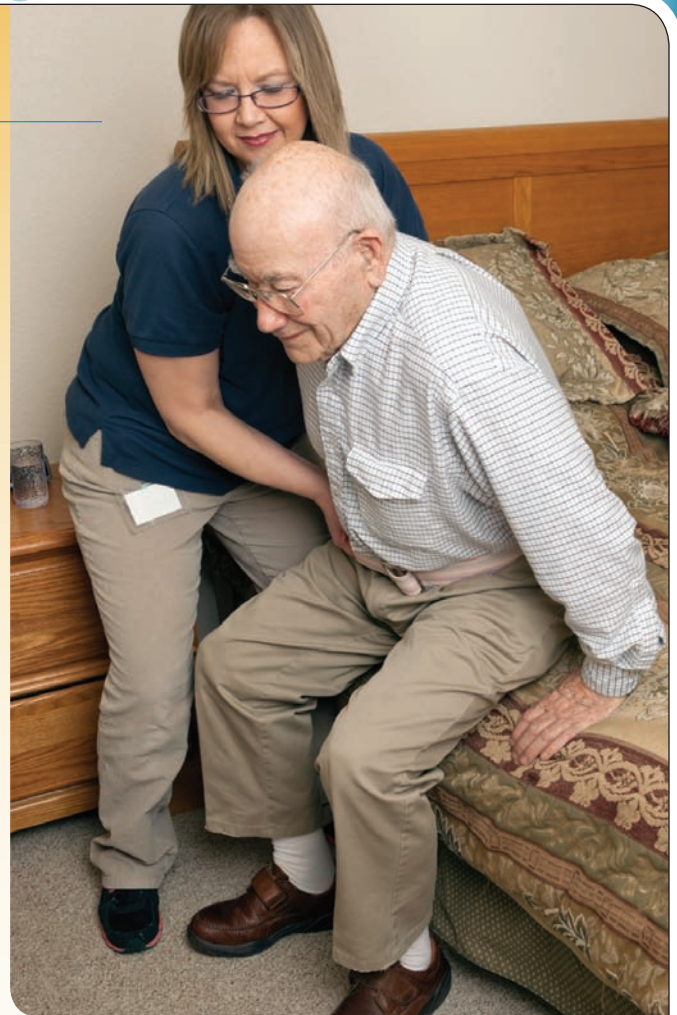
Coopération Québec-Wallonie-Bruxelles

DES IDÉES QUI FONT DU CHEMIN

L'IRSSST et le Service de psychologie du travail de l'Université de Mons, en Belgique, ont mis en commun les résultats de leurs travaux respectifs sur l'organisation du travail dans les emplois de soins à domicile. L'objectif était de valoriser et de transférer cette expertise, notamment en ce qui a trait aux bonnes pratiques, et d'augmenter leur visibilité dans les deux régions.

Ce projet a été financé par la V^e Commission mixte Québec-Wallonie-Bruxelles. Ce programme biennal soutient des activités de coopération dans les secteurs que les gouvernements de Wallonie-Bruxelles et du Québec ont définis, dont l'innovation sociale, culturelle et scientifique.

Aider le client pour le bain ou le transférer du lit à la chaise, par exemple, occasionne souvent des postures contraignantes.



la qualité des services, ce qui procure une plus grande satisfaction, tant au personnel qu'aux clients.

L'équipe de recherche suggère également la mise sur pied de petites équipes d'AFS aux profils diversifiés (âge, ancienneté, etc.). Cette façon de faire permet de diminuer les risques d'épuisement professionnel en répartissant la charge des cas lourds entre plusieurs personnes et en favorisant les échanges sur les savoir-faire de métier acquis par rapport à la clientèle partagée. En plus d'encourager la coopération entre les travailleuses d'expérience et les novices, la collaboration en équipe leur assure un soutien moral et procure davantage de flexibilité en cas d'absence.

À tour de rôle

Les chercheuses ont relevé l'importance de bien définir les tâches de chacun des intervenants auprès d'un même client et de déterminer les limites du travail des AFS. Ces dernières font souvent face à des demandes qui dépassent largement leur mandat et, à cause des liens affectifs qu'elles établissent avec leurs clients, les situations de conflit de rôles sont particulièrement éprouvantes sur le plan de la santé psychologique.

Formation et savoirs de métier

Le profil des clients est en constante évolution et le personnel de soins et d'aide à domicile se sent peu ou mal outillé devant les nombreux changements. Un programme de formation continue approprié permet de faciliter le travail des AFS et d'améliorer leur efficacité tout en prévenant l'usure professionnelle.

Par ailleurs, l'expérience permet au personnel d'acquérir des savoirs de métier, c'est-à-dire des stratégies qui permettent de préserver sa santé physique

et psychologique tout en offrant des soins de qualité et en gagnant du temps. Cette expertise précieuse risque de se perdre avec le départ à la retraite du personnel expérimenté. Il faut donc assurer la transmission de ces savoirs aux recrues afin qu'elles puissent mieux s'intégrer aux milieux de travail et obtenir du soutien en tout temps. De plus, cette forme de coopération permet de valoriser les travailleuses expérimentées et de briser l'isolement que vivent souvent les AFS dans leur quotidien.

Ici et ailleurs : état des lieux

Au Québec comme en Wallonie-Bruxelles, le constat est le même : le vieillissement des populations a des répercussions importantes sur les systèmes de santé. Les patients âgés sont plus nombreux ; la gravité et la diversité de leurs incapacités ou pathologies requièrent davantage de soins.

Au Québec, on préconise les services et les soins dispensés à domicile afin de diminuer les coûts des hospitalisations et d'améliorer la qualité des services offerts. Les ressources financières et humaines n'ont pas suivi en proportion avec les besoins, alourdissant ainsi la charge de travail du personnel en place. Résultat : plus de clients à voir chaque jour et moins de temps pour effectuer les tâches.

En région Wallonie-Bruxelles, où une centaine d'organismes, dont un peu plus de la moitié sont publics, assurent les

services d'aide à domicile, on limite le nombre de prestations admissibles pour un même client, en plus de réduire considérablement la durée des visites.

Comme il est difficile, voire impossible, d'agir à la source en régulant la demande croissante et en palliant le manque de ressources, les chercheuses soulignent l'importance d'adopter de bonnes pratiques à l'échelle locale afin de limiter les effets néfastes de ce travail sur la santé, la sécurité et le bien-être du personnel. <<

ANITA ROWAN

Pour en savoir plus

CLOUTIER, Esther, Agnès VAN DAELE.
Prévention des risques dans l'aide et les soins à domicile – Expérience croisée de bonnes pratiques organisationnelles au Québec et en région Wallonie-Bruxelles, Guide RG-718, 26 pages : www.irsst.qc.ca/media/documents/PubIRSST/RG-718.pdf



UNE NOUVELLE MÉTHODE D'ESSAI

Pour déterminer la résistance des gants aux piqûres d'aiguilles

» Des chercheurs de l'IRSST et de l'École de technologie supérieure (ÉTS) ont mis au point une nouvelle méthode d'essai normalisée pour caractériser la résistance des gants à la piqûre d'aiguilles médicales. Ces travaux ont été menés en collaboration avec le Comité sur les matériaux protecteurs (comité F23) de l'American Society for Testing and Materials (ASTM). Ils s'agit d'une nouveauté importante, principalement pour le personnel hospitalier, mais aussi pour les agents de la paix en services correctionnels et pour les policiers qui doivent fouiller des individus ou encore, pour les préposés à l'entretien des parcs et au ramassage des ordures qui touchent accidentellement des seringues souillées laissées à la traîne dans un lieu public ou dans un sac de poubelle, par exemple.

Auparavant, les méthodes utilisées pour guider les travailleurs dans le choix de leurs gants de protection contre les risques de perforation étaient uniquement basées sur des normes établies au moyen de sondes à bout pointu ou arrondi, et non d'aiguilles hypodermiques. La résistance des matériaux aux piqûres d'aiguilles pouvait donc être surestimée. « La pointe utilisée pour établir la norme de la perforation est trop différente de celle d'une aiguille médicale, explique Toan Vu-Khanh, titulaire de la Chaire de recherche en matériaux et équipements de protection utilisés en santé et sécurité du travail de l'ÉTS. Comme le mécanisme de pénétration est différent, une aiguille médicale, dont la pointe est plus acérée, va créer une coupure plus qu'une perforation. » La nouvelle méthode d'essai normalisée permettant de mesurer la résistance des gants à la perforation par des aiguilles (ASTM F2878-10) a été adoptée à la fin de 2010.

Pour réaliser leurs travaux, les chercheurs ont pris en considération l'influence des caractéristiques des aiguilles (diamètre, géométrie de la pointe et usure) et des paramètres d'essai (vitesse, angle de perforation) afin de définir la résistance de différents matériaux à la piqûre, comme le néoprène, le nitrile, le SuperFabric^{MD} et le TurtleSkin^{MD}. Ils ont ensuite évalué 58 modèles de gants pour déterminer les plus performants en mesurant leur résistance à la piqûre d'aiguilles médicales, c'est-à-dire une combinaison de perforation et de coupure, ainsi qu'à la perforation seule (avec une sonde conique à bout arrondi). La résistance à la coupure a aussi été évaluée chez les modèles qui se sont avérés les plus résistants à la piqûre.

Les chercheurs ont évalué 58 modèles de gants pour déterminer les plus performants en mesurant leur résistance à la piqûre d'aiguilles médicales, c'est-à-dire une combinaison de perforation et de coupure, ainsi qu'à la perforation seule.

« Nos travaux ont confirmé que le phénomène de piqûre par les aiguilles médicales est différent de celui de la perforation par des sondes normalisées, tant en ce qui concerne le mécanisme de rupture que les niveaux de force mesurés », explique Chantal Gauvin, ingénieure à l'IRSST.

Résistance à la piqûre...

Dans le cas de la résistance à la piqûre d'aiguilles, bien qu'aucun gant ne soit à l'épreuve de ce genre d'agresseur, certains types de fabrications ont tout de même offert des performances supérieures. Deux d'entre eux retiennent l'attention :

les gants incluant une ou plusieurs couches de SuperFabric^{MD}, un matériau constitué de petites plaques dures juxtaposées sur un support textile, et les gants basés sur la technologie du TurtleSkin^{MD}, composés d'un tissage très fin de fibres d'aramide.

... à la perforation...

Des mesures de résistance à la perforation ont également été réalisées sur les 58 modèles de gants. Pour que ceux-ci soient reconnus à cet égard selon le protocole de l'Agence de recherche, de développement et d'évaluation du

Département de la justice des États-Unis, la référence en la matière dans les services correctionnels et policiers américains, ils doivent présenter un haut degré de résistance à la perforation. Cinq modèles de gants ont obtenu le niveau de résistance ainsi prescrit.

... à la coupure

Finalement, des mesures de résistance à la coupure ont été effectuées sur 12 modèles de gants parmi ceux que les groupes professionnels visés par l'étude ont jugés les plus adéquats, soit ceux qui étaient les plus résistants à la piqûre. Celui qui offre la plus grande résistance à la coupure, le Superior SKLPSMT, comporte un fin treillis métallique sur la paume. Neuf autres modèles atteignent un haut degré de résistance et aucun n'a obtenu une piètre performance.

Chantal Gauvin rappelle l'importance de choisir aussi ses gants de protection en fonction du confort et de la dextérité requise selon les tâches à accomplir. Elle ajoute que « le meilleur moyen de protection est l'adoption d'une méthode de travail sécuritaire ». <<

BENOIT FRADETTE

	Fabricant Nom – Modèle Matériaux de la paume de la main	Résistance aux piqûres d'aiguille (gf)	Résistance à la perforation (gf)	Résistance à la coupure (gf)
	<i>Hexarmor Sharpmaster II™ 9014</i> SuperFabric (3 couches) + enduit de caoutchouc	1122	10921	8260
	<i>Warwick Mills TurtleSkin Special Ops TWCS-003</i>	989	5394	1908
	<i>HexArmor SharpMasterMD 7080</i> (modèle discontinué) SuperFabric (3 couches) + enduit de nitrile	969	7260	8073
	<i>HexArmor HiDex NSR 4041</i> SuperFabric (3 couches) + doublure de polyester + points enduits de polyuréthane	918	4619	4942
	<i>Warwick Mills TurtleSkin Search TWCS-002</i> TurtleSkin + doublure de nylon	857	5578	2717
	<i>HexArmor PointGuard X 6044</i> NOTE : Doublure seulement, nécessite un gant par-dessus SuperFabric (3 couches) + coton	857	5109	6162
	<i>HexArmor HiDex NSR Leather 4042</i> Cuir + SuperFabric (2 couches) + doublure en polyester + cuir synthétique	979	5476	3852
	<i>HexArmor 8030</i> SuperFabric (1 couche) + tricot aramid + cuir de vache	642	14959	5025
	<i>Superior SKLPSMT</i> Cuir + kevlar + maillage en acier inoxydable	642	2315	10793
	<i>Warwick Mills TurtleSkin Duty TWCS-006</i> Cuir véritable + TurtleSkin	428	7220	800
	<i>HexArmor 9005</i> SuperFabric (1 couche) + tricot + enduit de polyuréthane	408	3844	2066
	<i>Superior Glove 66 BRPU12N</i> Cuir + 12 couches de nylon	347	21638	1122

Les tests ont été réalisés sur les modèles de gants les plus résistants aux piqûres d'aiguilles commercialisés en 2007. Comme les fabricants améliorent régulièrement leurs produits, ceux qui paraissent ici peuvent ne plus être offerts sur le marché. Dans ce tableau, les mesures de force sont exprimées en gramme-force (gf). Un Newton = 101,9716 gf ; 1 gf = 0,00980665 N. La résistance à la piqûre a été évaluée selon une méthode équivalente à la norme actuelle ASTM F2878-10 avec des aiguilles de calibre 25 ; la résistance à la perforation, selon la méthode ASTM F1342-05 et la résistance à la coupure, selon la méthode ASTM F1790-05. La variation des mesures est relativement élevée pour ce type de gants.

Pour en savoir plus

TOAN, Vu-Khanh, Patricia DOLEZ, C. Thang NGUYEN, Chantal GAUVIN, Jaime LARA. *Résistance des gants à la piqûre par les aiguilles – Mise au point d'une méthode d'essai*, Rapport R-711, 123 pages : www.irsst.qc.ca/media/documents/PubIRSST/R-711.pdf

Actualités

Publication



Conférence



Vidéo



Entente



Recherche



7^e Conférence internationale sur la sécurité des systèmes industriels automatisés

Les 11 et 12 octobre 2012, l'IRSSST sera l'hôte de la 7^e Conférence internationale sur la sécurité des systèmes industriels automatisés (SIAS).

Les meilleurs spécialistes ont été invités à titre de conférenciers à cet événement qui intéressera les utilisateurs et les concepteurs de machines, les normalisateurs, les fabricants de systèmes et de dispositifs de sécurité ainsi que les experts en santé et sécurité du travail préoccupés par les risques associés aux machines.

Pour obtenir toute l'information relative au SIAS et pour s'inscrire à la conférence : www.irsst.qc.ca/sias2012.html

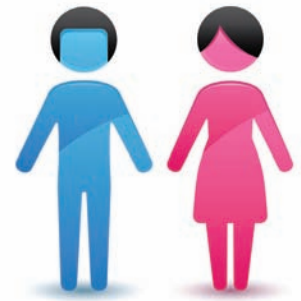


Nouvelle chaire de recherche sur le genre, le travail et la santé

L'IRSSST deviendra partenaire d'un programme quinquennal de chaires de recherche de l'Institut de la santé des femmes et des hommes (ISFH), qui fait partie des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC). Il investira jusqu'à 800 000 \$ sur cinq ans dans ce partenariat pour l'établissement d'un programme de chaires qui vise à favoriser la prise en compte du genre dans les études portant sur le travail et la santé.

La participation à ce type de programme est un excellent moyen d'augmenter la capacité de recherche de l'Institut et de stimuler la formation d'une relève qualifiée. Le directeur scientifique de l'organisme, Paul-Émile Boileau, précise que le montant investi par l'IRSSST permettra de soutenir une chaire au Québec dans le domaine de la SST. « Nous favoriserons les propositions de recherche sur l'une ou l'autre des problématiques portant sur les troubles musculo-squelettiques associés au travail, l'exposition professionnelle à des agents chimiques ou biologiques, la diversification des formes d'emploi et le retour au travail à la suite d'une absence prolongée, et ce bien sûr, toujours en relation avec le genre. »

L'ISFH a pour mission d'encourager l'excellence dans la recherche sur l'influence du genre et du sexe biologique sur la santé des femmes et des hommes tout au long de leur vie et d'en appliquer les résultats pour cerner et relever les défis urgents en matière de santé.



Nouvelles publications

Toutes les publications de l'IRSSST peuvent être téléchargées gratuitement de son site Web : www.irsst.qc.ca



Tout sur les dispositifs de sécurité des machines industrielles

L'IRSSST a mis à jour son *Répertoire des dispositifs de sécurité des machines industrielles*, pour mieux refléter l'arrivée de nouveaux produits et de plusieurs fabricants sur le marché.

Ce répertoire regroupe les informations utiles sur les dispositifs de sécurité les plus fréquemment utilisés au Québec. En plus de recenser les produits les plus populaires, il présente plus de 150 fabricants et 76 dispositifs regroupés en 10 classes. Sans être exhaustive, la liste inclut aussi bien les dispositifs de nature électrique, électronique, mécanique et pneumatique qu'hydraulique. Le répertoire permet de trouver rapidement le nom et les coordonnées des fabricants qui offrent le type de produit recherché.

L'information sur les dispositifs de sécurité propres aux machines industrielles est maintenant beaucoup plus facile à consulter par les concepteurs ou les intervenants en santé et en sécurité du travail. Cette banque de données facilitera la démarche de ceux qui s'intéressent à la prévention des accidents du travail en améliorant la sécurité des machines ou des procédés industriels. En plus de soutenir les intervenants dans la recherche de solutions potentielles aux problèmes de sécurité des machines, cet outil les informe des nouvelles technologies dans ce domaine.

Pour consulter le répertoire : <http://www.irsst.qc.ca/repertoire-des-dispositifs-de-securite-des-machines-industrielles-accueil.html>





TMS, postures et poids des outils

Dans les services automobiles, les troubles musculo-squelettiques (TMS) aux membres supérieurs ne représentent, en moyenne, que 8,7 % des lésions indemnisées par la CSST. Ils génèrent néanmoins près de 15 % des jours d'absence et environ 14 % des débours totaux. Ces lésions sont causées, entre autres, par les mouvements répétitifs, les efforts musculaires intenses, les vibrations et les postures statiques.

Une étude de l'IRSSST a mesuré de façon objective les diverses contraintes aux membres supérieurs des mécaniciens, des peintres et des carrossiers en simulant leur travail sur banc d'essai en laboratoire. Les chercheurs ont ainsi observé les méthodes de travail pour du boulonnage, du ponçage et de la peinture à l'atomiseur en évaluant les contraintes musculaires associées aux outils les plus couramment utilisés et aux postures, dont celles qui exigent de lever les bras au-dessus des épaules.

Résultats : la combinaison de facteurs tels que les postures et le poids des outils est propice à l'apparition des TMS. Par contre, les chercheurs estiment que les solutions visant à améliorer les postures de travail ont plus d'effet pour diminuer les contraintes physiques aux membres supérieurs qu'une réduction du poids des outils. Ils suggèrent également certaines façons de faire qui peuvent les améliorer et pour réduire la

sollicitation musculaire dans chacune des trois activités étudiées, soit le boulonnage, le ponçage et la peinture à l'atomiseur.

Contraintes biomécaniques exercées aux membres supérieurs lors de l'utilisation de petits outils dans le secteur des services à l'automobile • Auteurs : Denis Marchand, Denis Giguère • R-726 www.irsst.qc.ca/media/documents/PubIRSSST/R-726.pdf

Photo Pierre Charbonneau



Les cas complexes en santé et en sécurité du travail

Une banque d'études de cas complexes en SST vient d'être constituée à titre d'outil pédagogique pour les étudiants en administration et en gestion des ressources humaines. Elle a été élaborée au moyen d'informations tirées d'entrevues de gestionnaires en ressources humaines (GRH) et de responsables de la santé et la sécurité du travail (SST) de 11 entreprises privées ou publiques de tailles et de secteurs économiques divers.

Les problèmes de SST évoqués par les entreprises étaient souvent associés à des difficultés d'organisation du travail, de gestion, d'harmonisation des méthodes de travail, de port d'équipements de protection et de surcharge physique ou psychologique. La complexité des cas et les investissements pour résoudre les problèmes ont révélé diverses formes de résilience organisationnelle. L'étude a aussi permis de mettre en lumière des problèmes sociétaux qui nuisent au fonctionnement des entreprises. Ces problèmes, soit le remplacement de la main-d'œuvre, le vieillissement du personnel, l'intégration des nouveaux travailleurs et l'appauvrissement des employés et des communautés, interagissent avec les enjeux de SST et de GRH.

L'objectif de la banque d'études de cas complexes est de développer les compétences des gestionnaires, notamment afin qu'ils comprennent mieux les déterminants de la SST et de la GRH, qu'ils sachent diagnostiquer les problèmes de SST et qu'ils inscrivent les solutions dans un processus de changements organisationnels durables.

Interaction entre la gestion des ressources humaines et la SST – L'enseignement aux futurs gestionnaires • Auteurs : Sylvie Gravel, Monique Lortie, Henriette Bilodeau, Jessica Dubé • R-730 www.irsst.qc.ca/media/documents/PubIRSSST/R-730.pdf



Fidélité de l'évaluation des mesures par ultrasons des muscles profonds du tronc

Les mesures par ultrasons des muscles profonds du tronc peuvent être utiles pour évaluer les effets de divers programmes d'exercices visant à favoriser le retour en emploi de travailleurs atteints d'une lombalgie chronique. Les chercheurs ont voulu estimer la fidélité intra et interévaluateur de ces mesures. Pour ce faire, ils ont évalué 15 sujets sains et 15 sujets lombalgiques pendant trois séances. Deux évaluateurs différents ont procédé à l'évaluation dans les deux premières, tandis que seul l'évaluateur numéro un a réalisé la troisième, ce qui a permis d'apprécier la fidélité de la procédure intra et interévaluateur. Comme les chercheurs s'y attendaient, les résultats ont démontré qu'il est préférable d'utiliser le même évaluateur pour comparer des résultats. Ils ont proposé des recommandations sur les stratégies à adopter pour augmenter la fidélité.

De plus, les résultats de l'étude permettent de se prononcer sur les variables à retenir ou à rejeter pour employer cette technique de mesure, bien que son utilité reste à démontrer avant qu'elle puisse être appliquée en clinique. D'autres méthodes permettant de réduire les variations inhérentes à ce type de mesures devront être proposées et analysées pour mieux standardiser les protocoles d'évaluation des programmes d'exercice.

Mesures par ultrasons des muscles profonds du tronc – Évaluation de la fidélité intra et inter-évaluateurs – Programme REPAR – IRSSST • Auteurs : Christian Larivière, Dany Gagnon, Eros de Oliveira Jr., Sharon Henry, Hakim Mecheri, Jean-Pierre Dumas, Roger Vadeboncoeur • R-729 www.irsst.qc.ca/media/documents/PubIRSSST/R-729.pdf



Nouvelles recherches



Les températures estivales, l'ozone et les indemnisations professionnelles

Les périodes de chaleur accablante sont associées à une élévation de la mortalité chez les travailleurs, comme dans la population en général. Au Québec, neuf travailleurs sont décédés des suites d'un coup de chaleur de 1988 à 2003 et quatre autres de 2005 à 2010.

Les effets directs de la chaleur en milieu de travail ainsi que certains de ses effets indirects (fatigue, diminution de la vigilance, etc.) sont relativement bien documentés. De plus, les fortes chaleurs estivales s'accompagnent souvent de concentrations élevées de polluants irritants, en particulier l'ozone troposphérique (situé au niveau du sol), qui peuvent affecter la santé respiratoire. Pourtant, la relation entre les lésions professionnelles et la température extérieure n'a été que très peu étudiée. Afin de l'explorer et de mettre en évidence les données québécoises à ce sujet, les scientifiques étudieront les effets de la chaleur extérieure et des concentrations d'ozone troposphérique sur l'apparition de lésions professionnelles. Au moyen des données d'indemnisation de la CSST, ils cibleront spécifiquement les lésions associées directement et indirectement à l'hyperthermie ainsi que les atteintes respiratoires résultant des effets irritants de l'ozone au sol.

Cette recherche produira les premières données québécoises sur la relation entre les lésions professionnelles, la température extérieure et les concentrations d'ozone troposphérique, en faisant ressortir la nature des lésions ainsi que les secteurs d'activité économique et les types d'emploi les plus touchés.

Y a-t-il une association entre la température estivale, les concentrations d'ozone et les indemnisations professionnelles au Québec ? • Équipe de recherche : France Labrèche, Patrice Duguay et Marc-Antoine Busque, IRSST; Joseph Zayed et Audrey Smargiassi, Université de Montréal • (2011-0047)



Les matériaux qui résistent aux agresseurs mécaniques multiples

Les blessures aux mains comptent pour 19 % de l'ensemble des lésions indemnisées par la CSST, avec des débours de 264 millions de dollars pour les années 2003 à 2005. Près de la moitié de ces blessures sont des lacerations de type coupures et piqûres. Des scientifiques de l'IRSST ont déjà étudié distinctement les phénomènes de coupure, de perforation et de piqûre par des aiguilles médicales. Cependant, en milieu de travail, par exemple dans les secteurs de la préparation alimentaire, de l'usinage du métal et de la police, ces risques sont le plus souvent multiples (présence simultanée de sources de coupures et de perforations) ou même combinés (pointes de couteaux ou échardes de métal), ce qui oblige certains travailleurs à porter deux gants l'un sur l'autre.

Cette problématique complexe de la résistance des matériaux à des agresseurs mécaniques multiples a été peu explorée. L'objectif de ce projet est donc d'étudier, de manière expérimentale et théorique, les différents aspects reliés à l'interaction des matériaux avec les risques simultanés de coupure et de perforation, puis de proposer une méthode de caractérisation appropriée de la résistance des matériaux de gants aux agresseurs mécaniques multiples qui soit représentative des conditions existant en milieu de travail.

Cette activité permettra l'acquisition de connaissances expérimentales et théoriques sur le phénomène associé aux agresseurs mécaniques multiples. Elle servira également à élaborer une méthode de caractérisation de la résistance des matériaux de gants aux agresseurs mécaniques multiples, laquelle bonifiera le guide de sélection des gants en ligne sur le site Web de l'IRSST (www.irsst.qc.ca/gants).

Gants de protection : étude sur la résistance de gants aux agresseurs mécaniques multiples – Phase 2 • Équipe de recherche : Toan Vu-Khanh et Hychem Boukehili, École de technologie supérieure ; Chantal Gauvin, IRSST • (0099-3770)



Expositions à des contaminants chimiques et physiques : analyse selon le sexe

Y a-t-il des différences liées au sexe dans l'exposition professionnelle aux agents chimiques et physiques ? À l'intérieur d'un même titre d'emploi ? Si tel est le cas, ces différences sont-elles attribuables à la sélection d'hommes et de femmes dans divers emplois ou à l'accomplissement de tâches différentes dans un même emploi ? Peu d'études ont abordé ces questions.

Les chercheurs exploiteront les données d'exposition provenant de deux études épidémiologiques réalisées dans la région de Montréal à la fin des années 1990. Ces données portent sur près de 300 substances ou circonstances d'exposition tirées de l'histoire professionnelle d'environ 1 600 hommes et de près de 2 300 femmes. L'équipe scientifique comparera la prévalence de l'exposition – ainsi que ses niveaux, lorsque possible – entre des emplois occupés par des hommes et ceux que des femmes occupent dans une même classe de profession ou d'activité économique.

Cette étude sur les différences liées au genre et au sexe, basée sur un grand nombre d'emplois, est une des premières au Canada et à l'échelle du monde. Elle tente de répondre à une question qui fait de plus en plus l'objet de discussions, et les éléments de réponse qu'elle pourra apporter seront utiles aux chercheurs et aux praticiens en SST.

Expositions professionnelles à des contaminants chimiques et physiques : analyse différenciée selon le sexe des travailleurs • Équipe de recherche : France Labrèche, IRSST; Jérôme Lavoué, Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal • (2011-0025)





Pratiques de prévention des TMS liés au travail à l'ordinateur

Près de 70 % des travailleurs utilisent l'ordinateur; presque 20 % d'entre eux le font durant plus de 31 heures chaque semaine. Diverses études ont montré un lien entre le travail à l'ordinateur et l'apparition de troubles musculo-squelettiques (TMS), surtout chez les femmes. Des connaissances sur l'aménagement des postes et le choix des équipements associés sont déjà acquises. On sait également qu'il faut varier le travail et qu'il est souhaitable d'y introduire des pauses. Des indications sur les meilleures pratiques organisationnelles ressortent aussi de la documentation. La prévention des TMS liés à l'utilisation de l'ordinateur est donc maintenant possible, bien que de nouvelles études soient requises.

Le but de cette recherche est de décrire les pratiques des intervenants en santé et en sécurité du travail en ce qui a trait à la prévention des problèmes liés à l'utilisation de l'ordinateur ainsi que celles d'entreprises actives en bureau-tique.

Les chercheurs peindront un portrait des façons de faire au Québec dans le but éventuel d'élaborer un guide des bonnes pratiques adapté au milieu de travail québécois.

Cette activité est menée en collaboration avec un comité de suivi formé de sept organisations : quatre associations sectorielles paritaires, une association patronale, la CSST et une association syndicale. Plusieurs intervenants des organisations participantes seront interviewés ainsi que cinq praticiens et trois ergonomes en entreprise. Vingt-deux entretiens en profondeur seront menés à l'aide d'une grille d'entrevue décrivant les demandes d'intervention, la démarche des intervenants, les résultats obtenus de même que des informations générales sur la pratique. Des visites seront effectuées dans une vingtaine d'entreprises. Le contexte de chacune, les caractéristiques de sa population ainsi que le type de travail fait à l'ordinateur seront décrits. De plus, des personnes clés seront rencontrées : gestionnaires, représentants patronaux et syndicaux, responsables de la SST et des achats, directeurs de l'informatique. Les actions faites en prévention primaire et secondaire seront alors documentées de même que les besoins exprimés et les difficultés éprouvées.

L'approfondissement des connaissances des pratiques québécoises en matière de prévention des problèmes liés à l'ordinateur aidera les chercheurs à déterminer les approches les plus prometteuses et celles qui ne fonctionnent pas, à décrire les difficultés et les besoins de même que la faisabilité de diverses approches. Les scientifiques pourront également cerner les principales lacunes dans les pratiques actuelles.

Portrait des pratiques de prévention primaire et secondaire en bureautique au Québec chez les intervenants et dans les milieux de travail • Équipe de recherche : Marie St-Vincent, IRSST; Sylvie Montreuil, Université Laval; Georges Toulouse, Iuliana Nastasia, IRSST • (2011-0042)



L'épaule — Son rôle dans les tâches de manutention

Après le dos, l'épaule est l'articulation la plus touchée par les troubles musculo-squelettiques (TMS). Elle est le siège de 10 % des lésions professionnelles indemnisées chez les travailleurs du Québec. Les connaissances actuelles ne permettent ni de comprendre les mécanismes de ces blessures ni de valider les recommandations de prévention dans les lieux de travail, tant pour les charges à déplacer que pour les hauteurs admissibles et les postures préconisées. Actuellement, seul le facteur de la répétition est associé aux tendinopathies de l'épaule. Le lien entre la charge et la posture est plus complexe à établir, mais on suppose que, tout comme pour le dos, un chargement excessif des tissus est responsable de la majorité des TMS aux épaules. Ce chargement ne pouvant pas être mesuré directement, la modélisation demeure le meilleur moyen pour en évaluer l'ampleur.

Seize personnes participeront à des expériences au cours desquelles leurs mouvements seront mesurés pendant qu'elles exécutent des tâches de manutention prédéfinies. Le mouvement des articulations et les forces musculaires des sujets seront estimés ; les amplitudes articulaires et les activations musculaires de l'épaule relatives aux hauteurs et aux charges seront comparées.

Ces expérimentations permettront aux chercheurs de mettre au point un modèle biomécanique pour évaluer le niveau de risque de blessures à l'épaule pendant l'exécution de tâches. Dans un premier temps, ils élaboreront un protocole et une méthode d'estimation du mouvement articulaire et des forces musculaires de cette articulation au cours de tâches complexes. Par la suite, ils appliqueront ce protocole chez des travailleurs de différents secteurs et professions, ce qui devrait permettre de mettre en évidence les stratégies les moins contraignantes pour l'appareil musculo-squelettique, de mieux comprendre les mécanismes des blessures et, enfin, de formuler des recommandations ergonomiques pour limiter les chargements à l'épaule.

Analyse musculo-squelettique de l'épaule lors de tâches de manutention • Équipe de recherche : Mikael Begon, Université de Montréal; André Plamondon, IRSST • (2010-0024)



●■ ÉVACUATION D'UN IMMEUBLE DE BUREAUX

Cote DV-000860 – Durée 10 minutes

Bien que cela soit rare, il n'est pas improbable qu'un incendie, une fuite de gaz ou une alerte à la bombe surviennent dans les immeubles de bureaux. Ainsi, l'entreprise doit se prévaloir d'un plan d'évacuation pour assurer la sécurité de l'ensemble de ses travailleurs. Ce film passe en revue les différents dispositifs de prévention et les consignes de sécurité permettant aux travailleurs de quitter avec efficacité un immeuble de bureaux. On insiste sur l'importance des exercices d'évacuation, car ceux-ci permettent d'en optimiser l'organisation en cas de réel danger. Par l'entremise d'une simulation, on démontre comment cet exercice devrait être élaboré; de l'appel identifiant le danger aux facteurs déterminant le déclenchement de l'alarme, en passant par les protocoles d'évacuation des travailleurs.

Une production de Coastal Training Technologies Corporation.



●■ L'ÉLECTRICITÉ ET LA SÉCURITÉ

Cote DV-000881 – Durée 13 minutes

Ce film vise à sensibiliser les travailleurs aux mesures de prévention à adopter lors de travaux sur des installations ou sur de la machinerie fonctionnant à l'électricité. Cinq mesures de sécurité sont illustrées à l'aide de l'exemple d'un travailleur devant réparer une machine sous haute tension. D'abord et avant tout, il importe de couper le courant électrique et de se protéger contre une nouvelle mise en circuit selon une méthode de verrouillage et d'étiquetage. Ensuite, il est recommandé de vérifier que la zone de travail n'est plus sous tension à l'aide d'un indicateur de tension. Si l'installation utilise plus de 1 000 volts, il faut également procéder à la mise à la terre et aux branchements nécessaires pour prévenir les courts-circuits. Pour terminer, il est conseillé d'identifier et de protéger les éléments à proximité pouvant être conducteurs d'électricité. En suivant ces recommandations et en utilisant les outils et les équipements de protection individuelle appropriés, le travailleur diminue grandement les risques d'électrocution ou d'électrisation.

Le film présente également les facteurs environnementaux à prendre en considération au cours de travaux près d'installations électriques, ainsi que la tenue vestimentaire à favoriser pour ce type de travail. Les premiers secours en cas d'accident sont aussi brièvement exposés. Tous les conseils de sécurité présentés s'appliquent autant aux installations électriques de haute tension que de basse tension.

Une production de Coastal Training Technologies Corporation.



●■ SOULEVEZ : PRÉVENIR LES MAUX DE DOS

Cote DV-000882 – Durée 12 minutes

Lorsqu'il est question de déplacer de lourdes charges, la meilleure stratégie de prévention reste d'éviter de le faire manuellement. Mais, comme cela n'est pas toujours possible, il est essentiel de connaître les bonnes techniques de manutention. Afin de bien comprendre le lien entre le levage d'objets et les maux de dos, ce DVD détaille l'anatomie de la colonne vertébrale ainsi que les contraintes biomécaniques liées à la manutention manuelle de charges. Une bonne technique de levage de charges à partir du sol, la technique des jambes, est d'ailleurs expliquée. On traite de conseils en ce qui concerne la posture à adopter, de même que de techniques de déplacement d'objets à l'aide de moyens mécaniques. Pour terminer, suivant l'expression « mieux vaut pousser que tirer », on identifie les bonnes méthodes à employer lorsqu'il est question de déplacer une charge à l'aide d'un chariot à roulettes.

Les conseils prodigués dans ce court métrage sont généraux et s'adaptent à tous les milieux de travail.

Une production de Coastal Training Technologies Corporation.

- Information grand public
- ▲ Information spécialisée
- Avec document ou guide d'accompagnement

PAR MARIE CLAUDE POIRIER

Modalités d'emprunt à l'audiovidéothèque de la CSST

Les documents annoncés peuvent être empruntés gratuitement à l'audiovidéothèque de la CSST. La durée du prêt est d'un mois. L'emprunteur peut passer prendre les documents ou les recevoir par courrier. **La CSST paie les frais d'expédition, mais les frais de retour sont à la charge de l'emprunteur.** Le visionnement peut aussi se faire sur place.

Vous pouvez communiquer avec nous du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 16 h 30.

1199, rue De Bleury, 4^e étage, Montréal (Québec) H3B 3J1

Tél. : 514 906-3760 ou 1 888 873-3160 • Téléc. : 514 906-3820

@ documentation@csst.qc.ca

🌐 www.centredoc.csst.qc.ca

Dangereux quai de chargement

PAR JULIE MÉLANÇON

Un chariot élévateur bascule entre le quai de chargement et une semi-remorque. Le conducteur meurt écrasé.



Illustration : Ronald DuRepos

Que s'est-il passé ?

Le 10 février 2011, vers 10 h, un magasinier commence son quart de travail dans une entreprise spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits électriques. Il est affecté à la préparation des commandes dans l'entrepôt. Il doit donc coordonner la livraison des commandes pour les transporteurs privés. Vers midi, un chauffeur d'une compagnie de transport laisse une remorque de 16 mètres au quai de chargement et repart avec son tracteur. La remorque doit être chargée au courant de la journée. Vers 18 h, le magasinier procède au chargement des palettes dans la remorque avec un chariot élévateur. Il fait de nombreux allers-retours entre l'aire d'expédition située au fond de l'entrepôt et l'intérieur de la remorque. Un peu plus tard, le chauffeur de la compagnie de transport arrive avec son tracteur et le raccorde à la remorque. Pour ce faire, il descend du tracteur, retire le dispositif de cadénassage des tuyaux de la semi-remorque et les relie aux tuyaux du tracteur. Il relève alors les béquilles de la remorque et l'inspecte. Ensuite, il va sonner à la porte attenante au quai. Il voit bien de la lumière, mais aucun signe d'activité. Il essaie alors de déplacer le joint d'étanchéité situé autour de la porte du quai de chargement, mais n'est pas en mesure de le faire. Il omet de vérifier si le pont de liaison est déployé ou non. Le chauffeur conclut que le chargement est

terminé. Il retourne à bord du tracteur et avance sur une distance de près de deux mètres. Au même moment, le magasinier entre dans la remorque à bord du chariot élévateur. Le chariot tombe et le magasinier est écrasé entre le mât du chariot élévateur et le quai...

Qu'aurait-il fallu faire ?

Malheureusement, ce type d'accident n'est pas isolé. Il est donc fondamental d'implanter des méthodes de travail sécuritaires aux quais de chargement. La Loi sur la santé et la sécurité du travail prévoit notamment à l'article 51 que l'employeur doit assumer certaines obligations visant à garantir la santé et la sécurité des travailleurs, en s'assurant que l'organisation du travail et les méthodes utilisées sont sécuritaires et en contrôlant et en éliminant les risques pouvant affecter la santé et la sécurité des travailleurs.

Pour éliminer les départs inopinés, l'employeur doit, entre autres, mettre en place des moyens tels que :

- système de retenue de la remorque;
- cadénassage des raccords pneumatiques de la remorque;
- cadénassage du pivot de sellette;
- cales de roue.

Le cariste et le chauffeur doivent travailler en concertation et être en communication. D'autres moyens peuvent également

être utilisés. Des feux de circulation peuvent être installés, des alarmes sonores, enfin, tout ce qui peut contribuer à ce que les principaux protagonistes soient au fait de l'avancement des travaux sur le quai de chargement. Et plusieurs moyens sont toujours plus efficaces qu'un seul.

Finalement, les travailleurs doivent être informés des risques liés à leur travail. Ils doivent également avoir reçu la formation et l'entraînement nécessaires pour procéder en toute sécurité.

Nos personnes-ressources : André Turcot et Henri Bernard, ingénieurs à la Direction générale de la prévention-inspection et du partenariat de la CSST.

Pour en savoir plus

CSST, Preventex et ASTE. *Pour ne rien oublier concernant la sécurité des chariots élévateurs*, [en ligne], www.csst.qc.ca/publications/200/Pages/DC_200_16148.aspx

IRSSST, Giraud, Laurent. *La conduite sécuritaire de chariots élévateurs – Un outil d'évaluation de la sécurité aux quais de chargement*, [en ligne], 2008. www.irsst.qc.ca/media/documents/PubIRSSST/Colloque-chariot-Giraud.pdf

IRSSST. *La sécurité aux quais de transbordement*, [en ligne], www.irsst.qc.ca/publication-irsst-la-securite-au-quai-de-transbordement-fiche-technique-rf-502.html

Via Prévention. www.viaprevention.com



Photo : CSST

► Nicolas Bouchard est titulaire d'un MBA en Gestion de la santé et de la sécurité du travail (GSST). Il est inspecteur à la Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean et se spécialise en GSST. Il a coordonné en 2005 le projet de développement de l'*Outil diagnostique de la prise en charge* pour les établissements d'enseignement.

Outre sa participation à plusieurs comités de travail sur la gestion de la prévention, il s'intéresse plus particulièrement aux systèmes de gestion de la SST et à leurs effets sur les pratiques en prévention-inspection à la CSST. Depuis 2009, il est formateur en GSST auprès des nouveaux inspecteurs.

Le programme de prévention : de la loi à la mise en œuvre

PAR VALÉRIE LEVÉE

Il était une fois une Loi sur la santé et la sécurité du travail (LSST). « Adoptée en 1979, cette loi porte avant tout sur la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles », peut-on lire sur le site de la CSST. La loi concerne la prévention et, dans cette optique, elle propose un outil de gestion efficace : le programme de prévention. Nicolas Bouchard est inspecteur à la Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Lorsqu'il a présenté le programme de prévention au Forum Santé et Sécurité du travail qui s'est tenu au Centre des congrès de Québec le 25 avril dernier, il n'a donc pas réinventé la roue. Il s'est appuyé sur la loi pour le matérialiser, préciser à qui il s'adresse, ce qu'il doit contenir et comment l'appliquer.

»»» L'article 2 dit que la LSST « a pour objet l'élimination à la source même des dangers pour la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs ». Dans le même ordre d'idée, l'article 59 précise qu'un « programme de prévention a pour objectif d'éliminer à la source même les dangers pour la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs ». Comme le dit Nicolas Bouchard, le programme de prévention est donc le « pivot de la LSST ». « C'est par son élaboration et son implantation que l'élimination des dangers à la source prend son sens », insiste-t-il.

La LSST dit aussi qui doit se doter d'un programme de prévention. Ce sont les employeurs des groupes prioritaires 1, 2 et 3. Pour n'en nommer que quelques-uns, il s'agit des secteurs de la construction, des mines, de la foresterie, de la première transformation des métaux, des services gouvernementaux, des transports et entreposage... Tous sont énumérés en détail dans le Règlement sur le programme de prévention. S'ajoutent aussi, par obligation contractuelle, les entreprises membres d'une mutuelle de prévention.

Les employeurs concernés trouveront dans les six paragraphes du deuxième alinéa de l'article 59 ce qu'ils doivent mettre dans leur programme de prévention. Mais un article de loi, c'est parfois obscur. Aussi, pour en faciliter la lecture et la compréhension, Nicolas Bouchard propose de décomposer ces six paragraphes autour des deux axes de lutte contre les dangers : les conditions et les actions. Et tout se rattache à une démarche de prévention : identifier les dangers pour ensuite les éliminer ou les contrôler. Dans le *Guide de prévention en milieu de travail à l'intention de la petite et moyenne entreprise*, cette démarche est illustrée par le cercle Identifier, Corriger, Contrôler.

Pour identifier les dangers, il faut connaître les conditions du milieu de travail : la machinerie, les tâches à exécuter, l'état des lieux, la conformité aux normes. « Si votre banc de scie n'a pas de protecteur, vous ne respectez pas une exigence légale », illustre Nicolas Bouchard. Certaines normes sont spécifiques au secteur. Ainsi, le propriétaire d'une ébénisterie devra suivre les normes propres aux risques d'incendie. « Les inspecteurs de la CSST mettent beaucoup l'accent sur la permanence des correctifs », poursuit Nicolas Bouchard. Ainsi, pour vérifier que la mise aux normes est permanente et que les travailleurs évoluent toujours dans un milieu de travail sain et sûr, il faut, entre autres, faire des entretiens préventifs et une surveillance du milieu de travail. L'adaptation aux normes, la surveillance et l'entretien préventif de même que les normes spécifiques résument les trois premiers paragraphes du deuxième alinéa de l'article 59.

Pour éliminer ou contrôler les dangers, il faut coordonner un ensemble d'actions : établir une procédure de travail, acheter des équipements de protection, former les travailleurs pour qu'ils suivent la procédure et utilisent les protections, accueillir les nouveaux travailleurs... Ces actions sont visées par les trois derniers paragraphes de l'article 59.



Photos : Denis Bernier

► **Nicolas Bouchard utilise en exemple dans sa conférence ce *Cherchez l'erreur*. L'image et les erreurs qu'elle comporte lui permettent d'illustrer chacun des six paragraphes du deuxième alinéa de l'article 59.**

supervision appropriées (59 al.2 (6)). Même si cet exemple illustre bien l'article 59 de la LSST, une mise en garde s'impose puisque certains éléments nécessitent une correction immédiate comme le protecteur du banc de scie.

Nicolas Bouchard suggère de transposer ce genre d'analyse à tous les milieux de travail : les produits dangereux, les chutes de hauteur... « Ça s'applique partout », assure-t-il.

Un article pour tous, mais chacun son programme

« Avec l'article 59, on a tout pour monter le programme de prévention », résume Nicolas Bouchard. Mais, si la démarche s'applique à tous les milieux de travail, chaque entreprise devra le faire en suivant les particularités de son milieu de travail. Nicolas Bouchard ne peut fournir un modèle universel de programme de prévention, car selon ses dires il y en a autant que de recettes de tartes aux pommes ! « Il n'y a pas de recette unique, clame Nicolas Bouchard, l'important, c'est que le programme de prévention soit adapté à l'établissement. » Les six paragraphes du deuxième alinéa de l'article 59 sont alors des guides pour élaborer un programme de prévention appuyé sur les conditions particulières du milieu de travail et les actions à prendre relativement à ces conditions. Le guide de prévention en milieu de travail suggère un modèle de programme de prévention, soit l'élaboration de fiches d'actions spécifiques (FAS). Chaque fiche correspond à un problème ou à un danger décelé dans l'établissement et l'article 59 permet de prescrire les actions à prendre pour le corriger. Cela peut être un banc de scie non conforme aux normes, mais aussi des problèmes comme le dysfonctionnement d'un comité de santé et de sécurité. Le programme de prévention prend

alors la forme d'un recueil de FAS dans lesquelles sont déterminés des dangers ou des problèmes et les actions à suivre pour y remédier. « Qui dit fiche d'action spécifique dit échéancier et responsabilités, et ça, c'est un plan d'action », rappelle Nicolas Bouchard. Une FAS doit énoncer plusieurs actions à prendre à plusieurs niveaux au sein de la hiérarchie ou dans l'organisation de l'entreprise. « Ce n'est pas au directeur général de faire l'inspection des bancs de scie chaque matin... mais il doit vérifier que son contremaître ou la personne qui en est chargée s'en occupe », illustre Nicolas Bouchard.

En fait, l'engagement de la haute direction, la participation des travailleurs et le partage des responsabilités sont des conditions de réussite du programme de prévention. Les autres éléments déterminants sont de faire connaître les FAS aux travailleurs, de faire un suivi de leur application et de maintenir le programme de prévention actif. Si l'entreprise acquiert une nouvelle machine, il faut vérifier les conditions définies par les trois premiers paragraphes du deuxième alinéa de l'article 59 et éventuellement adapter la procédure de travail, acheter les équipements de protection et former les travailleurs en conséquence.

Être proactif

La LSST dicte le minimum requis, mais n'empêche pas d'être proactif et d'aller au-delà des exigences réglementaires. Si la loi définit les groupes assujettis au programme de prévention, elle n'interdit pas aux entreprises des groupes non assujettis de se doter, elles aussi, d'un programme de prévention. La CSST encourage d'ailleurs tous les employeurs à mettre en place un tel programme. Si la LSST exige de respecter les normes, elles n'interdit pas d'adopter des mesures de sécurité plus sévères. Nicolas Bouchard donne l'exemple d'entreprises qui exigent de leurs travailleurs de s'attacher à partir de deux mètres de hauteur, même si la norme est de trois mètres. Enfin, être proactif, c'est aussi bonifier le programme de prévention. Il est impossible de parer du jour au lendemain à tous les dangers potentiels d'un milieu de travail. Il faut prioriser en faisant une analyse de risque et en établissant les FAS pour les dangers les plus graves ou les plus fréquents. L'important, c'est de compléter progressivement le programme de prévention par de nouvelles FAS, en fonction de l'évolution du milieu de travail.

Ainsi agissent les chefs de file de la prévention en santé et sécurité du travail. ◀◀

Un peu de concret : le banc de scie

Rien de tel qu'une situation réelle pour illustrer ces éléments législatifs. Aussi Nicolas Bouchard a-t-il repris la chronique *Cherchez l'erreur* parue dans le numéro *Prévention au travail* de janvier 2001. On y voit un ébéniste poussant une pièce de bois sans protection sur un banc de scie : pas de protecteur de lame, pas de lunettes, pas de coquilles pour les oreilles. Sa chemise flotte à proximité de la lame. De plus, la sciure s'accumule de toute part dans le poste de travail. Cette image et les erreurs qu'elle comporte permettent d'illustrer chacun des six paragraphes du deuxième alinéa de l'article 59. Le banc de scie n'a pas de protecteur de lame ni de dispositif anti-recul : il n'est pas adapté aux normes (59 al.2 (1)). Si la sciure s'accumule, que penser de la qualité de l'air ? Il semble que la surveillance des conditions saines de travail (59 al.2 (2)) fasse défaut. De plus, la sciure est un matériel combustible : les normes spécifiques (59 al.2 (3)) de travail ne sont pas respectées. Une procédure de travail (59 al.2 (4)) propre à l'utilisation d'une machine avec des pièces en mouvement devrait exiger que le travailleur rentre sa chemise dans son pantalon. Il devrait aussi porter des équipements de protection (59 al.2 (5)) comme des lunettes, des chaussures et des coquilles. Mais, en fait, si le travailleur n'applique pas la procédure de travail ou ne porte pas ses équipements, c'est peut-être qu'il n'a pas reçu la formation ou la

Le CSSS de la Haute-Yamaska combine prévention et innovation

PAR MYRIAM PERRON

Améliorer le milieu de travail au service d'oncologie. Voilà l'objectif que s'est fixé une équipe de l'hôpital de Granby. Mission accomplie. Les employés peuvent maintenant jouir d'un équipement ergonomique, sécuritaire et 100 % adapté à leurs besoins.

»»» La particularité de ce projet ? Son côté innovateur. Dans une approche de prévention, l'équipe d'oncologie, appuyée par le service de santé et sécurité du travail, a pris l'initiative d'apporter des solutions concrètes, créatives et uniques. C'est pourquoi le Centre de santé et des services sociaux (CSSS) de la Haute-Yamaska a remporté dans sa région en 2011 le Grand Prix santé et sécurité du travail, catégorie Organismes publics.

Ce concours permet aux travailleurs et aux employeurs de l'ensemble du Québec de faire connaître leurs bons coups. Le projet réalisé au service d'oncologie (pour personnes atteintes de cancer) pourrait donc inspirer plus d'un acteur de la santé dans leur quête d'élimination des dangers en milieu de travail.

Aux dires de Claude Beauchemin, directrice en santé et sécurité à la CSST et responsable à l'époque du traitement des candidatures de la région de la Yamaska, il y a eu un véritable travail d'équipe et de prise en charge au CSSS de la Haute-Yamaska. « Ce qui se dégage, c'est de la fierté autant des employés que des employeurs. Une belle réussite collective. » Or, avant de récolter les honneurs, l'équipe d'oncologie a prononcé le bon diagnostic...

Problèmes à résoudre

« Pour la première fois en plus de 30 ans, j'avais mal dans le bas du dos. La raison étant que je devais travailler sur un poste de travail très bas. J'étais penchée pour écrire, pour piquer les patients et pour vérifier les médicaments », raconte Manon Paquette, une infirmière qui venait d'entrer au service d'oncologie à ce moment-là.

Si les troubles musculo-squelettiques attribuables aux mauvaises postures sont manifestes, les risques d'accident causés par l'encombrement du poste le sont moins, mais tout aussi préoccupants. L'infirmière explique : « Aucune sécurité. Tout était placé au même endroit. Les médicaments de chimiothérapie et les dossiers des patients étaient empilés les uns sur les autres. Il fallait s'assurer constamment d'administrer les bons médicaments. »

D'ailleurs, une des craintes des patients qui suivent un traitement de chimiothérapie, c'est de recevoir le mauvais médicament. Conséquence ? Un cercle vicieux se forme : l'infirmière est stressée parce qu'elle craint de commettre une erreur, le patient est stressé parce qu'il voit l'infirmière tendue et cette dernière reçoit alors une plus forte dose de stress parce qu'elle voit son patient stressé...

Très vite, madame Paquette fait part de ses observations au chef de service. S'ensuit alors une analyse des risques avec le service de santé et sécurité du travail (SST) du CSSS. À ce chapitre, on soulève un troisième problème : le danger que représentent les seringues souillées. L'infirmière se souvient qu'elle devait faire de nombreux pas dans une journée avec des seringues entre les mains au risque de piquer des patients ou même des collègues.

De plus, les infirmières doivent déposer la médication cytotoxique restante et ayant servi à la chimiothérapie dans de simples sacs de plastique refermables d'où émanent des vapeurs à chaque ouverture. Vapeurs qui à long terme peuvent affecter la santé du personnel.

Mesures préventives

En 2009, l'équipe de l'hôpital de Granby entreprend alors de trouver des solutions pour améliorer le milieu afin qu'il soit ergonomique et sûr autant pour le personnel que pour les patients. Vaut mieux prévenir que guérir. Prochaine étape : soumettre le projet au Comité sectoriel paritaire du CSSS dans le cadre du concours interne Prix Reconnaissance Innovation en SST, catégorie Projet à réaliser.

Le concours, inspiré du Prix innovation de la CSST, a pour objectif d'encourager le personnel à être proactif en matière de santé et de sécurité du travail. Cinq critères ont été retenus : complexité, créativité, élimination des risques, participation et rayonnement. Ayant respecté les critères et conquis le jury, l'équipe du service d'oncologie remporte un prix décerné par le CSSS et obtient les fonds nécessaires, soit 5 300 \$, pour réaliser le projet.

Par la suite, l'équipe contacte l'Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur des affaires sociales (ASSTSAS). « On lui a fait part de nos besoins et de nos contraintes pour la réalisation du projet. Lors de recherches, ils ont découvert qu'aucun poste infirmier répondant à nos besoins, n'existait ailleurs dans les autres établissements. Ils ont alors entrepris de concevoir des plans pour nous », raconte Annie Boulianne, conseillère en prévention de la SST au CSSS de la Haute-Yamaska.

On discute également avec le service technique du centre afin de voir si le mobilier peut être conçu à l'interne. Finalement, à l'hiver 2010, le nouvel équipement est fabriqué et installé par le personnel même de l'hôpital. Il a suffi d'une simple demi-journée pour tout aménager au service d'oncologie.

Portrait des travaux exécutés

- **Poste infirmier novateur** : une partie de la table basse a été surélevée, devenant un plan de travail. Sous celui-ci sont insérés huit chariots mobiles. Les aires de circulation sont ainsi préservées.

Grâce à des tablettes séparées, les chariots regroupent tout le matériel nécessaire aux soins de façon ordonnée : dossiers, médicaments, instruments, poubelles conformes. Chaque patient se voit attribuer un chariot pour les soins. Les infirmières peuvent compléter leurs dossiers sur les chariots tout comme sur le plan de travail sans courir le risque d'avoir mal au dos.

Adjacente au plan de travail, la partie basse de la table a été conservée et permet quatre places assises, dont un poste d'ordinateur. On peut y travailler confortablement.

- **Poste de travail adapté** : à l'extrémité du poste infirmier, une table pliante est spécialement réservée aux ponctions veineuses.
- **Poubelle de sécurité** : munie d'une trappe coulissante scellée, la nouvelle poubelle permet de jeter les déchets cytotoxiques en toute sécurité. Pour ouvrir et fermer la trappe, il suffit d'appuyer sur une pédale avec son pied.
- **Contenants à portée de main** : sur chacune des tiges de soluté situées à proximité des fauteuils des patients, on a accroché des contenants biorisques afin de recueillir sur place les déchets contaminés tels que les seringues souillées.

Résultats positifs

Malgré l'espace restreint, on a su trouver des solutions novatrices afin de réduire les troubles musculo-squelettiques et les risques d'accidents attribuables à l'encombrement ainsi qu'au danger de contamination par piqûres de seringues. De plus, le nouveau milieu de travail a contribué non seulement à la qualité de vie des



➤ Adjacente au plan de travail, la partie basse de la table a été conservée et permet quatre places assises, dont un poste d'ordinateur.



➤ Une partie de la table basse a été surélevée devenant un plan de travail. Sous celui-ci, sont insérés 8 chariots mobiles. Grâce à des tablettes séparées, les chariots regroupent tout le matériel nécessaire aux soins de façon ordonnée : dossiers, médicaments, instruments, poubelles conformes.

travailleurs de la santé, mais aussi à l'amélioration de la santé et de la sécurité des patients.

D'après Manon Paquette, la situation actuelle n'est pas comparable à celle d'avant. « C'est surprenant, de voir à quel point le projet a été positif sous plus d'un aspect. Maintenant, tous nos outils sont à la portée de la main. De sorte que plein de petits stress liés aux risques d'accidents ont été éliminés. L'ambiance de travail est bien meilleure. Même les patients ont remarqué les changements. Et c'est tellement plus motivant de travailler lorsqu'on n'a pas mal au dos ! » Bref, quand la santé se met au service de la santé, tous y gagnent. <<

L'émouvante campagne télé de la CSST pour 2012 veut rejoindre tout le monde

PAR GUY SABOURIN

Avant la diffusion d'une publicité à la télévision, il y a des heures de travail, des orientations, des réflexions stratégiques, un *briefing* de création, des concepts, des validations, les étapes de production, etc. Pour au final un résultat permettant d'atteindre des objectifs de communication précis. À l'intention des lecteurs de *Prévention au travail*, voici un reportage sur les coulisses du tournage. Bienvenue sur le plateau!

» Il est 6 h du matin et une équipe de tournage s'affaire déjà dans l'arrière-boutique du magasin A. Roy Sport, à l'angle des rues Notre-Dame et Saint-Jean-Baptiste à Montréal. À l'étage, dans l'entrepôt exigü, des palettiers sont remplis de cartons jusqu'au plafond. Le lieu a été choisi parce qu'il ressemble à beaucoup d'autres petits commerces de détails. Le scénario : un employé grimpé sur un escabeau tente d'atteindre une boîte sur les étages supérieurs, perd l'équilibre, tombe sur un plancher de béton et se blesse gravement. La scène est tournée à quelques reprises, avec un cascadeur qui se retrouve plutôt sur un matelas, on s'en doute.

Dans la boutique, Véronique Voyer, Daniel Legault, Carl Tremblay et Sédoté Ghislain Hounkpé, tous les quatre de la CSST, suivent le tournage pas à pas sur un moniteur installé dans la boutique sur une grande table. L'entrepôt est trop étroit pour contenir tout le monde qui travaille au tournage. « Ce n'est pas encore tout à fait ça, n'est-ce pas? » demande à ses collègues Daniel Legault, chef du Service de la création, de la publicité, des publications et des médias électroniques de la CSST, quand il voit le porte-parole de la campagne, le comédien Claude Legault, expliquer le drame que constitue cette chute pour ce travailleur et sa famille. Tous acquiescent. La scène est reprise.

Vers 10 h 30, la troupe se déplace vers l'hôpital Louis-Hyppolyte Lafontaine. Une autre équipe de techniciens déjà sur place a tout préparé pour le tournage, qui se poursuit dans un corridor de l'hôpital psychiatrique. Cette fois, une préposée tombe sur le dos à cause d'un plancher mouillé au moment où elle entre dans une chambre les bras chargés d'un plateau de nourriture. Cette cascade sera également reprise plusieurs fois, jusqu'à satisfaction

générale de l'équipe. Puis, vers 16 h, le tournage se déplace au sous-sol de l'hôpital, dans l'un des ateliers, qui représente l'atelier d'usinage d'une PME. Un travailleur s'y sectionne un pouce en manipulant une feuille de métal sur une scie à ruban. Cette troisième et dernière mise en scène d'accident était techniquement plus difficile à tourner, puisqu'il fallait simuler un pouce coupé, une effusion de sang, le tout comme si c'était arrivé pour vrai. La caméra s'est éteinte à 22 h.

Il fallait que les mises en scène d'accidents soient très crédibles et représentent bien ce qui arrive dans la réalité. C'est pourquoi Sédoté Ghislain Hounkpé, conseiller en sécurité des machines à la Direction générale de la prévention-inspection et du partenariat, était sur les lieux du tournage. « Les accidents qu'on tourne aujourd'hui sont très classiques, explique-t-il. Pour avoir été longtemps inspecteur avant d'être conseiller, j'ai été appelé plusieurs fois à intervenir à la suite d'accidents comme ceux-là. Tomber en bas d'un escabeau, glisser ou se sectionner un doigt sont hélas des choses qui arrivent très souvent. Les gens vont se reconnaître et prendre conscience à travers ces mises en scène très réalistes que des gestes apparemment banals peuvent causer des dégâts énormes. »

Le choix des secteurs et des milieux de travail dans la campagne 2012 reproduit plus de 70 % des accidents du travail déclarés à la CSST chaque année. La campagne a été prétestée lors de groupes de discussion avec des employeurs et des travailleurs de divers secteurs. « Les gens ont très bien saisi, en voyant les trois messages, que ça peut arriver n'importe où, n'importe quand et à n'importe qui », précise Véronique Voyer, chef du Service des communications stratégiques et du service-conseil de la CSST.



Photo: Amalgame

L'ampleur des accidents du travail

« Cette année, nous voulons démontrer l'ampleur véritable des accidents du travail, un phénomène méconnu de la population, explique Carl Tremblay, conseiller en développement de stratégies de communication pour la CSST. Nos sondages démontrent qu'un fort pourcentage de la population n'a aucune idée du nombre d'accidents du travail qui surviennent au Québec par année ou en sous-estime hautement l'ampleur. Pourquoi précisément ces trois milieux? Parce que ce sont les endroits où survient le plus grand nombre d'accidents du travail. L'idée derrière tout ça, c'est de changer la fausse perception du public qui croit que les accidents n'arrivent que dans les milieux à risque comme la construction ou la machinerie lourde. » Les trois mises en scène représentent également des situations courantes qui se vivent tous les jours dans les milieux de travail.

Dans la campagne publicitaire de cette année, les travailleurs accidentés ne meurent pas. « Nous voulons montrer que les accidents peuvent avoir des conséquences graves et importantes, non seulement pour le travailleur, mais sur son entourage également, explique Daniel Legault. Il faut que l'émotion pénètre le téléspectateur. » Celui-ci réalisera qu'un accident n'a besoin d'être ni spectaculaire ni fatal pour bouleverser complètement une vie.

Outre les scènes d'accidents tournées de façon très réaliste, le scénario prévoit une incursion dans l'intimité de la vie des travailleurs accidentés, chez eux, avec les membres de leur famille. Les trois scènes familiales correspondant aux trois accidents seront tournées le lendemain, à Saint-Lambert, sur la Rive-Sud de Montréal, dans un cottage de trois étages. « Nous voulons créer une bulle d'intimité pour illustrer les conséquences et montrer le contraste entre "avant" et "après" l'accident. L'avant est illustré par des *flash-backs* très joyeux, l'après est nettement plus sombre », explique Véronique Voyer.

Histoire de modifier le décor des trois familles, une scène a été tournée dans le salon, une autre dans la cuisine et la dernière dans le hall d'entrée. Ce fut une courte journée de tournage, soit de 8 h à 16 h 30.

« N'est plus »

Le concept tourne encore cette année autour du « n'est plus », mais pas dans le sens de disparu, comme l'an dernier. Charles n'est plus... ce qu'il était et ne retrouvera peut-être pas 100 % de son état antérieur à l'accident. « C'est ce "n'est plus" que nous cherchons à décrire et surtout à faire ressentir aux gens lors des tournages dans l'intimité des victimes, précise Daniel Legault. C'est la détresse personnelle des victimes privées pendant un temps et peut-être même pour toujours de pouvoir être ce qu'elles étaient avec leurs proches et leurs amis. Ne plus être capable de soulever son petit enfant qui court vers soi parce qu'on est blessé au dos, ne plus jouer au hockey avec les copains ou ne plus pouvoir refaire le métier que l'on adorait à la suite de l'amputation d'un pouce, c'est quelque chose de perdu à jamais. »

Un tournage qui se prépare depuis des mois

Les deux jours de tournage, fin mars, étaient en préparation depuis novembre 2011. C'est la firme Amalgame (maintenant connue sous le nom de Hop) qui a créé les concepts publicitaires à partir des orientations de la CSST. « Nous avons dû lancer un appel d'offres pour choisir une agence de publicité afin de nous aider à réaliser cette campagne, précise Carl Tremblay. Nos exigences étaient claires et c'était la même firme que l'an dernier qu'on a sélectionnée. » C'est également la même maison de production, La Cavalerie, qui a été retenue et le même réalisateur, François Gingras, qui réalise notamment la populaire série télévisée *Trauma*. « On peut dire qu'on arrive à travailler plus en collégialité, voire en symbiose, avec la firme de production cette année parce que nous étions déjà rodés », ajoute Daniel Legault. Tout le tournage s'est déroulé dans l'horaire et les échéanciers prévus.

C'est le 24 avril, le même jour que le Gala national des Grands Prix en santé et sécurité du travail, qui se tenait au Centre des congrès de Québec, qu'a été lancée en ondes la campagne 2012, pour sept semaines, soit jusqu'au début juin. Les messages seront de nouveau en ondes cet automne.



Photos : Amalgame



L'an deux d'une campagne gagnante

Dans les campagnes passées, quand on insistait, par exemple, sur le port du harnais ou sur le cadenassage, les travailleurs des autres milieux ne se sentaient pas concernés. « Nous ne touchions qu'un petit pourcentage de travailleurs, explique Véronique Voyer. Donc, à partir de l'an dernier, nous avons fait un virage pour que la santé et la sécurité deviennent une cause sociale. »

Le marketing social est un travail de longue haleine. Malgré la campagne de 2011, la CSST a découvert par sondage que beaucoup de personnes ne se sentent pas encore concernées. Elles considèrent qu'il y a déjà assez de prévention dans leur milieu ou bien qu'elles ne sont pas à risque. « Cela représente pour nous deux défis additionnels, explique Véronique Voyer. Le premier : peu importe le milieu de travail, les gens doivent se sentir interpellés. Le deuxième : les gens doivent saisir l'ampleur du problème, qu'ils continuent de sous-estimer largement. »

Cette année, les téléspectateurs apprendront qu'il y a 240 accidents du travail par jour au Québec, soit un toutes les six minutes ou encore 90 000 par année. Véronique Voyer rappelle que les accidents de la route ou les méfaits du tabac ont beaucoup plus d'écho dans les médias. Il faut à son avis que les accidents du travail rejoignent ces grands enjeux sociaux qui font consensus dans la population.

Un porte-parole apprécié

Lors de la campagne de 2011, c'est le comédien Claude Legault qui a porté le message de la CSST. Les téléspectateurs l'ont trouvé très crédible. Le sondage postcampagne montre qu'ils l'ont apprécié à plus de 85 %. Avant de lancer la campagne de cette année, l'agence Amalgme a sondé le public de nouveau pour savoir si on devait poursuivre avec Claude Legault. La réponse a été un oui unanime ou presque. Son message passe bien. Le comédien jouit d'une belle notoriété et occupe ces temps-ci une place de choix dans le cœur des téléspectateurs québécois.

« Son professionnalisme, son côté très crédible et je dirais très vrai nous ont beaucoup marqués, précise Daniel Legault. Il est sincère et son authenticité transparait beaucoup dans chacun des trois messages de 30 secondes. »

Le comédien n'avait pas fait de publicité depuis 15 ans. Annoncer de la bière ou de la peinture ne l'intéresse pas. Mais, quand on lui a présenté les accidents du travail comme un enjeu social, il a accepté. « La cause m'a interpellé, indique-t-il dans une courte entrevue sur le vif le jour du tournage. Les statistiques m'ont littéralement jeté par terre. Il est question de vie et de santé et je trouve que c'est important d'en parler. Mon père était ouvrier de la construction ; j'ai entendu parler d'accidents du travail durant toute ma jeunesse. »

Rétrospective de la campagne de 2011

L'offensive publicitaire de 2011 voulait faire de la santé et de la sécurité du travail une valeur durable de société. La CSST a misé sur une nouvelle approche publicitaire en s'adressant à l'ensemble des Québécois en âge de travailler pour qu'ils se sentent concernés.

La campagne de 2011 a été très vue : 84 % des employeurs, 78 % des travailleurs et 76 % de la population l'ont remarquée. Plus de 40 % de tous ces gens-là en ont parlé avec la famille, les amis, les collègues. Après la campagne, 75 % du grand public a retenu qu'il importe de travailler en sécurité. Près de 40 % des employeurs et 30 % des travailleurs disent que cette campagne les a amenés à faire des gestes pour accroître la formation et sécuriser leur milieu de travail.

Cependant, presque les deux tiers des employeurs et des travailleurs trouvent qu'il n'y a pas ou qu'il y a très peu de risques d'accident dans le travail qu'ils font. Quelque 60 % des employeurs et 70 % des travailleurs ne sont pas passés à l'action pour accroître la sécurité de leur milieu de travail parce qu'ils estiment qu'il est déjà sûr et se considèrent assez proactifs en matière de santé et de sécurité du travail. Pourtant, un grand nombre de ces employeurs et de ces travailleurs se retrouvent dans des secteurs d'activité où se produisent plus de 70 % des accidents du travail.



Photo : Tayaout-Nicolas / Photographie

➤ De gauche à droite : François Gingras, réalisateur, Daniel Legault, DCRP, CSST, Carl Tremblay, DCRP, CSST, Charles Gaudreau, producteur, Diane Urbain, DCRP, CSST, Véronique Voyer, DCRP, CSST, Sédoté Ghislain Hounkpe, inspecteur, CSST, Claude Legault, comédien et porte-parole de la CSST, Jérôme Sabourin, directeur photo, Carole Théberge, vice-présidente à l'administration, aux communications et aux relations publiques, CSST, Robin Brisson, directeur de la création Hop comportement de marque.

Même si la campagne de 2011 a permis pour la première fois de parler de l'enjeu de la santé et de la sécurité au travail sur la place publique, force est de reconnaître qu'il reste encore du travail à faire pour conscientiser l'ensemble des Québécois.

« Mais on est sur la bonne voie », estime Véronique Voyer. Le fait que 40 % des employeurs et 30 % des travailleurs aient fait des gestes concrets pour améliorer la sécurité autour d'eux est très significatif. « En marketing social, c'est vraiment énorme, parce que, lorsque 5 % des gens adoptent de nouveaux comportements, c'est déjà de très bons résultats », explique-t-elle.

Quelques chiffres à l'appui de cette campagne

La CSST assure 3,6 millions de travailleurs québécois sur les 4,2 millions de travailleurs actifs. Les 187 000 employeurs qui cotisent à la CSST versent 2,3 G\$ en primes d'assurance, en majorité des PME. Les coûts annuels en indemnisation et en réadaptation frôlent les 2 G\$ par année. Chaque année, 90 000 accidents se produisent au Québec. C'est énorme. La population méconnaît l'ampleur du problème, d'où la pertinence de réaliser une nouvelle campagne de publicité en 2012 et de rappeler l'importance d'agir pour sécuriser nos milieux de travail. <<

La campagne 2012 s'avère très efficace

Charles, Simon et Sophia reviennent à l'automne

Les sondages réalisés en mai dernier auprès des employeurs et du grand public, dont les travailleurs, ont révélé que les messages diffusés au printemps 2012 ont beaucoup été appréciés. Ils sont clairs, pertinents et incitent les employeurs et les travailleurs à vouloir faire des gestes pour accroître la sécurité dans leur milieu de travail. Toutefois, plusieurs personnes méconnaissent encore le nombre d'accidents qui se produisent chaque jour.

FAITS SAILLANTS DES SONDAGES RÉALISÉS EN MAI DERNIER

- Près de trois personnes sur quatre se souviennent du message de Simon et plus d'une personne sur deux se rappelle de ceux de Charles et Sophia :
 - moyenne de **71 %** pour Simon (grand public et employeurs)
 - moyenne de **59 %** pour Charles et Sophia (grand public) et **54 %** (employeurs)
- Aussi, les répondants ont vu près de deux messages sur trois en moyenne.
- Les gens ont beaucoup apprécié les messages :
 - moyenne de **88 %** pour Charles (grand public) et **93 %** (employeurs)
 - moyenne de **87 %** pour Sophia (grand public) et **91 %** (employeurs)
 - moyenne de **84 %** pour Simon (grand public) et **85 %** (employeurs)
- Tous les messages ont été très bien compris. La très grande majorité des répondants considère que personne n'est à l'abri d'un accident, que les messages inciteront les employés et les employeurs à faire des gestes pour rendre leur milieu de travail plus sécuritaire et que les messages les interpellent personnellement. Aussi, **70 %** des employeurs et **50 %** du grand public retiennent principalement des messages qu'il est important de repérer le danger et de l'éliminer.
- Le taux d'usure, qui permet d'évaluer si les trois messages ont été diffusés trop souvent, est très faible, soit **10 %**. Cela est exceptionnel dans l'appréciation de l'efficacité publicitaire d'une campagne et constitue un élément déterminant pour reconduire cette dernière, à l'automne. CT

Campagne jeunes au travail 2012 Mon job d'été, ça se passe en sécurité !

Saviez-vous que plus de 15 000 jeunes sont blessés, mutilés ou tués chaque année au travail? Cette année encore, la CSST a lancé une campagne de sensibilisation, tout juste avant l'entrée massive des jeunes sur le marché du travail. Son but : sensibiliser les jeunes travailleurs, ainsi que leurs employeurs, aux risques et aux conséquences d'un accident du travail. « Passe à l'action, demande une formation ! » est le message que la CSST souhaitait que les jeunes retiennent. En effet, des consignes de sécurité claires, données dans les premiers jours de travail, permettent de réduire les risques d'accidents du travail.



Photo : Marie-Anne Gaudreault

La CSST s'affiche sur grand écran

En juin, la CSST a diffusé deux messages de 30 secondes illustrant les conséquences des accidents du travail (un jeune brûlé au visage et un autre amputé d'une jambe) et ce, sur 132 écrans dans les cinémas Cineplex.

Une brigade publicitaire pour rejoindre les jeunes sur le terrain

Au cours de l'été, une brigade publicitaire a visité les grands événements, les lieux de rassemblement des jeunes ainsi que leurs lieux de travail. L'objectif : sensibiliser les jeunes aux conséquences des accidents du travail, mais aussi joindre plus de 4 000 employeurs et leur rappeler leurs obligations en matière de santé et de sécurité du travail. Encore un franc succès !

Un concours Web

Un grand concours a aussi été organisé afin de tester les connaissances des jeunes en matière de santé et de sécurité du travail. Le message cinéma se concluait en invitant les jeunes à s'inscrire à ce concours. La brigade publicitaire avait aussi pour mission de faire la promotion du concours. Cinq grands prix de 1 000 \$ seront tirés au hasard, le 4 septembre prochain. Au moment d'aller sous presse, 3 683 participations au concours étaient enregistrées. [JA](#)

Incapable de dormir sans somnifères ?



Photo : Shutterstock

Pour certains, les somnifères constituent la solution miracle pour s'endormir. S'ils n'en prennent pas, ils restent éveillés toute la nuit. Néanmoins, l'insomnie récurrente pourrait être liée à ces médicaments. En effet, en les utilisant pendant plus d'un mois, plusieurs ne peuvent plus s'en passer. En plus, selon une étude américaine publiée au début de l'année par le journal médical *BMJ OPEN*, les médicaments couramment prescrits pour dormir sont associés à un risque de décès plus de quatre fois plus élevé que celui de personnes qui n'en prennent pas.

Pour bien traiter son insomnie, il est préférable de parler à son médecin. Souvent, changer ses mauvaises habitudes et adopter un nouveau comportement au coucher suffiront pour s'endormir plus rapidement. Pour bien dormir, il faut d'abord adopter une bonne hygiène de vie, ce qui consiste à se lever et se coucher aux mêmes heures, à manger de petites portions au souper et à éviter les activités trop stimulantes comme l'ordinateur et le sport. En plus, la température de la chambre à coucher ne devrait pas dépasser les 20 °C. Si cela ne fonctionne pas, faire de la relaxation ou suivre une thérapie comportementale peut remplacer l'usage de somnifères. [LPB](#)

Source : *Revue Vigilance*, mars 2012, et *l'Express*.

L'ASTE devient Via Prévention

Pour fêter ses 30 ans d'existence et pour mettre l'accent sur son rôle, l'Association sectorielle transport et entreposage a changé de nom et d'image. Elle s'appelle désormais Via Prévention, un nom qui associe la raison d'être de l'association (prévention) à un synonyme de route et de moyen (via). En plus, elle affiche un visuel plus coloré et un nouveau logo.

Via Prévention existe depuis 1982. Elle regroupe près de 13 000 entreprises employant environ 120 000 personnes dans les secteurs du transport de personnes et de marchandises ainsi que de l'entreposage au Québec. Elle offre des services de formation, de conseil et assistance technique, d'information et de recherche et développement. [LPB](#)

Source : *Via Prévention*

Qui lit qui ?

Les livres en version numérique sont de plus en plus populaires. On apprécie le confort qu'ils procurent au lecteur, leur transportabilité et leur moindre coût. Mais saviez-vous que lorsque vous lisez un livre numérique, certaines informations comme le nombre de pages lues à l'heure, les phrases que vous surlignez, le nombre de relectures de certaines pages ou du livre sont recueillies ? Ces informations permettent aux éditeurs de mieux connaître les lecteurs et leurs habitudes de lecture. Par exemple, sur la tablette Kindle, 18 000 lecteurs ont surligné la même phrase du deuxième volume de la trilogie *Hunger Games* : « Because sometimes things happen to people and they're not equipped to deal with them. » Ces informations leur permettront certainement d'ici peu de proposer des produits culturels de plus en plus adaptés aux besoins et aux désirs des consommateurs.

Qui sait, la rédaction du *Prévention au travail* sera peut-être bientôt en mesure de savoir quel a été votre article préféré ou encore quel article a été le plus imprimé sur sa version électronique ! GE

Source : Agence Science-Press



Photo : Shutterstock

Prix graphiprévention 2012 de l'ASP imprimerie

Lors de son assemblée générale annuelle du 11 mai dernier, l'ASP imprimerie récompensait les Compagnies du groupe DATA de Drummondville, entreprise spécialisée dans les solutions intégrées de gestion et d'impression de documents d'affaires, en leur décernant le Prix graphiprévention pour une amélioration apportée à la sécurité des ajusteurs des couteaux rotatifs des presses. Cette innovation permet de procéder aux réglages depuis l'extérieur du protecteur sans avoir à l'ouvrir, permettant l'élimination des risques de coupure ainsi qu'une plus grande précision dans la qualité des ajustements.

Le Prix graphiprévention souligne depuis 1989 la réalisation des idées de prévention et contribue au partage des bonnes pratiques en santé et sécurité des entreprises du secteur de l'imprimerie et activités connexes. GE

Source : ASP imprimerie



Photo : Michel Julien

De gauche à droite, première rangée : Stéphane Gauthier, de Compagnies du groupe DATA, et Dany Mailloux, de l'ASP imprimerie.

Deuxième rangée : Christian Grève et Simon Drolet, de Compagnies du groupe DATA. De l'ASP imprimerie, Gilles Duguay, trésorier et délégué de la Fédération nationale des communications (CSN), Normand Sarault, coprésident patronal et délégué du Conseil patronal de l'imprimerie, aux côtés de Michel Payeur, de Compagnies du groupe DATA.



VIA PRÉVENTION

TRANSPORT ET ENTREPOSAGE
DE SANTÉ ET SÉCURITÉ
AU TRAVAIL

Visitez-nous en ligne

www.preventionautravail.com

Depuis l'automne 2010, Isabelle Lessard, directrice information et formation au Centre patronal de santé et sécurité du travail du Québec, fait le tour des entreprises et des colloques



Photo: Marie-Josée Legault

Être un leader en santé et sécurité du travail

PAR LAURA PELLETIER B.

pour présenter la conférence « Comment être un leader en santé et sécurité du travail? » Cette conférence au titre accrocheur est très populaire, tant auprès des gestionnaires que des travailleurs. Le sujet du leadership en matière de santé et sécurité du travail (SST) n'est pourtant pas nouveau. Le thème était récurrent dans les conférences du Centre patronal SST. Toutefois, cette fois-ci, on a décidé de l'aborder plus en profondeur. Entretien avec la conférencière.

[Prévention au travail] Qu'est-ce qu'un leader selon vous?

[Isabelle Lessard] Le leadership se traduit par le choix d'orientations (de valeurs) fait par l'employeur et par une volonté d'influencer les valeurs et les comportements en SST. Dans tout ce que j'ai lu, le leadership revient toujours à donner un sens à une action, à motiver les autres à agir d'une certaine façon. J'aime beaucoup la définition de Laurent Lapierre, chercheur et professeur titulaire à l'École des HEC de Montréal, qui décrit le leadership comme le pouvoir de donner une direction au quotidien, dans le quotidien. Si on applique sa définition à la SST, cela signifie que le leadership commence par de petits gestes que chacun peut faire au quotidien, comme assurer le respect des règles ou faire en sorte que les espaces de travail soient gardés propres. C'est à la portée de tout le monde.

[PT] Quelles qualités sont essentielles chez un leader en SST?

[IL] Il y en a beaucoup! Entre autres, il doit être respectueux et à l'écoute de ses employés et collègues de travail. Une bonne communication peut régler bien

des problèmes. Aussi, il doit être visionnaire. Penser à long terme, innover et croire qu'il est possible d'améliorer les choses en travaillant tous ensemble est essentiel. De plus, pour être crédible, il faut qu'il s'engage personnellement dans la cause, ce qui implique notamment de donner l'exemple en suivant lui-même les mesures de sécurité, d'être convaincu de ce qu'il dit, d'allouer les ressources nécessaires au personnel et, s'il est un membre de la direction, d'appuyer ses gestionnaires. Finalement, lorsqu'il vise à changer des comportements, il doit faire preuve de courage, car ses choix ne feront pas toujours l'unanimité.

[PT] Il existe d'ailleurs plusieurs types de leadership, mais ils ne sont pas tous fonctionnels. Lequel, ou lesquels, conseillez-vous d'éviter?

[IL] Dans la conférence, j'aborde trois types de leadership, dont un qui est moins efficace pour obtenir des changements durables : le leadership transactionnel. Ce dernier se limite essentiellement à récompenser ou punir. Par exemple, on donne une prime à un employé à la suite de l'évaluation de son rendement et on sanctionne un travailleur fautif. Il y a de bien meilleures façons de procéder.

[PT] Quels sont les deux autres types de leadership que vous mettez de l'avant ?

[IL] Dans la documentation, on fait souvent référence au leadership situationnel. Il consiste à varier son style ou sa façon de faire selon la situation, comme un joueur de golf qui utilise un bâton différent selon le coup qu'il va faire. Pour le décortiquer, je me suis grandement inspirée de l'étude du chercheur américain Daniel Goleman *Leadership That Gets Results*, publiée dans le *Harvard Business Review* en 2000, et de l'adaptation qu'en a faite le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations en 2002, soit *Le leadership en 3C : Capacité, conduite, circonstance*. Six styles de leadership sont ressortis de ces recherches, que j'ai ensuite réinterprétés : le *coach*, le coercitif, le partenaire, le visionnaire mobilisateur, le démocratique et le meneur d'allure. Chacun est approprié dans des contextes particuliers.

Le « *coach* » est un style de leadership qui est très fort et efficace. Il consiste à amener les employés à un autre niveau, à les développer pour le futur, en utilisant, entre autres, la formation et la reconnaissance. Il est néanmoins exigeant pour le gestionnaire. Je suggère donc de le jumeler à d'autres styles. Le leadership coercitif consiste plutôt à sanctionner une action non sécuritaire, à vouloir une conformité immédiate. À l'opposé, un gestionnaire en mode partenaire va rassurer ses employés et être à l'écoute. Le style visionnaire mobilisateur, lui, mobilise les employés vers la vision du leader. Ce dernier détermine donc un objectif principal, mais laisse les employés assez libres dans leur façon de l'atteindre. Ensuite, dans le style démocratique, le leader crée des consensus par la participation de tous. Finalement, un gestionnaire qui opte pour le style meneur d'allure s'attend à l'excellence. Il est la locomotive qui entraîne les autres, il donne le rythme.

Au-delà du leadership situationnel se trouve le leadership appelé « transformationnel », qui est l'objectif à atteindre. Selon moi, un leader rendu à cette étape maîtrise tous les styles de leadership présentés plus haut et utilise chacun d'eux dans la situation appropriée. Ce leader forme, transforme, mobilise, responsabilise et influence les valeurs des employés. Il est alors en mesure de transformer les valeurs en SST dans son entreprise.

[PT] Lorsqu'un accident du travail grave se produit au sein d'une entreprise, quelle attitude l'employeur doit-il adopter auprès des travailleurs ?

[IL] Lorsque je pose la question aux participants de la conférence, ils choisissent parfois le leadership coercitif. Ce n'est pas ce qu'il faut faire au départ. Lorsqu'un accident du travail grave vient tout juste de se produire, ce n'est pas le temps de chercher un coupable : les employés sont bouleversés. Il faut plutôt adopter le style de leadership appelé « partenaire », de façon à écouter, rassurer et encourager.

[PT] Quand faut-il donc utiliser un style de leadership coercitif ?

[IL] On l'utilise lorsqu'un travailleur a été informé, formé, coaché et avisé, mais qu'il a encore des comportements

les employés. Ainsi, chacun s'implique et participe à rendre le milieu de travail plus sécuritaire.

[PT] Votre conférence vise donc tout le personnel des entreprises puisque chacun doit se sentir concerné, mais aussi parce que tout le monde peut être un leader en SST. Concrètement, que peuvent faire les gestionnaires et les travailleurs ?

[IL] Cela varie selon le rôle occupé dans l'entreprise. Il faut que le dirigeant soit le premier instigateur en matière de SST. Il doit définir les orientations et les valeurs de l'entreprise, fixer les objectifs à atteindre, donner l'exemple et soutenir les idées visant à améliorer la SST s'il veut que le personnel travaille de façon sécuritaire. Ensuite, les gestionnaires (les cadres) permettent d'établir une culture en SST dans toute la ligne hiérarchique.

Lorsqu'un accident du travail grave vient tout juste de se produire, ce n'est pas le temps de chercher un coupable : les employés sont bouleversés. Il faut plutôt adopter le style de leadership appelé « partenaire ».

non sécuritaires répétitifs. Un des devoirs de l'entreprise en santé-sécurité est le devoir d'autorité. Cela l'oblige, dans ces circonstances bien précises, à prendre des mesures concrètes pour ne pas tolérer les conduites dangereuses de qui que ce soit.

[PT] Selon vous, une bonne culture d'entreprise en SST permet de prévenir des accidents du travail. Qu'est-ce qu'une culture d'entreprise en SST et quel rôle le leadership joue-t-il dans son implantation ?

[IL] La culture d'entreprise en SST est, essentiellement, la somme des valeurs, croyances, attitudes, comportements et rituels intégrés à tous les niveaux de l'organisation qui déterminent la façon dont l'ensemble du personnel, de la haute direction jusqu'aux employés, pense et agit vis-à-vis la sécurité. Le leadership est nécessaire pour la modifier et l'améliorer, car il permet de mobiliser

Ils ne sont pas sur le terrain pour appliquer concrètement les règles en SST, mais vont appuyer les budgets et soutenir les actions déployées pour réduire les risques d'accidents. Le superviseur de premier niveau a lui aussi un rôle crucial, car il est en contact direct avec les travailleurs. Il prend les orientations qui lui viennent de la direction et doit les transmettre aux travailleurs. C'est lui qui voit les travailleurs chaque jour, donc il est témoin des situations qui causent problème et il peut intervenir ou en informer la direction. Le travailleur, lui, n'a pas une position d'autorité ou de gestion, mais il peut tout de même être un leader en SST en respectant les règles, puis en aidant, soutenant et conseillant ses collègues lorsqu'il voit qu'une action non sécuritaire est commise. La gestion est une autorité hiérarchique, tandis que le leadership est une autorité de la personne. Peu importe sa position dans l'entreprise, il ne faut jamais fermer les yeux lorsque l'on voit des situations dangereuses autour de soi.



LES ERREURS

- 1 Luc s'apprête à partir avec le camion alors que Michaël est encore en train de le charger. La communication est pour le moins déficiente entre les deux.
- 2 Michaël fait fi du voyant lumineux rouge qui lui indique pourtant qu'il ne peut poursuivre le chargement.
- 3 Aucun dispositif de retenue n'a été installé pour éviter le départ imminent et inopiné de la semi-remorque.
- 4 Non seulement la charge transportée bloque la vue du cariste, mais elle n'est pas attachée.
- 5 Michaël ne porte pas sa ceinture de sécurité. On la voit pendre sur le côté du chariot élévateur.
- 6 La palette utilisée semble en mauvais état. Il s'agit d'une palette à usage unique qui ne doit pas être réutilisée.
- 7 Des morceaux de bois et du plastique encombrant l'allée. Un rouleau de film transparent pour l'emballage est déposé en équilibre sur le chariot. Des risques inutiles.

LES CORRECTIONS

Trois risques guettent particulièrement les travailleurs qui chargent ou déchargent des remorques à l'aide d'un chariot élévateur : le départ inopiné du camion, le glissement de la remorque et le basculement de la remorque vers l'avant. Le départ inopiné se produit lorsque le camionneur part avant la fin du chargement ou du déchargement de la remorque. Le glissement, quant à lui, peut être causé par le mouvement de va-et-vient du chariot élévateur à l'intérieur de la remorque. Et ce phénomène est accru par une chaussée glissante ou si le plancher de la remorque n'est pas au même niveau que le quai. Finalement, il y a possibilité de basculement lorsque la remorque n'est pas attelée à un camion ou si elle ne repose pas sur ses deux béquilles.

Pour éviter un de ces accidents, Michaël et Luc travaillent de concert et sont en constante communication. Par ailleurs, un endroit peut être réservé pour les camionneurs afin qu'ils puissent attendre la fin du chargement dans une zone de sécurité. L'important, c'est que le camionneur ne se trouve pas entre le camion et le quai de chargement.

De plus, la semi-remorque est arrimée avec un dispositif de retenue de la barre anti-encastrement. Ainsi, la remorque est retenue au quai par un crochet et le camionneur ne peut pas partir tant que le chargement n'est pas terminé. Le dispositif est relié à deux voyants lumineux, un à l'intérieur de l'entrepôt et l'autre à l'extérieur, sur le quai de chargement. Donc, Michaël ne peut s'avancer avec le chariot élévateur que si le camion est bien arrimé. Des cales peuvent également être posées devant une ou deux roues arrière de la remorque. Pour prévenir un départ inopiné, ces cales doivent être de la dimension appropriée et ancrées au sol.

Évidemment, Michaël porte sa ceinture de sécurité. En cas de renversement, le cariste doit être protégé pour éviter qu'il ne se fasse écraser par la cage de protection, d'où notamment l'obligation du port de la ceinture de sécurité (RSST, art. 256.1).

Finalement, la palette utilisée est en parfait état, la charge est correctement installée et elle ne bloque pas la vue de Michaël. Quant à l'allée, elle a été dégagée et plus rien n'encombre le chariot élévateur, que ce soit un rouleau de film transparent pour l'emballage ou encore une planchette à pince (*clipboard*).

Nous remercions Venmar Ventilation inc., ainsi que Pascal Ialenti, président, Lisette Arel, conseillère en prévention, et Yanick Michel, superviseur. Nous remercions également les deux figurants, Michaël Laurion, cariste et préposé à l'expédition, Venmar Ventilation, et Luc Doucet, camionneur, Transport Luc Doucet.

Nos personnes-ressources : Pierre Bouliane, conseiller de Via Prévention, Henri Bernard, ingénieur et conseiller, Direction générale de la prévention-inspection et du partenariat de la CSST, et Mathieu Vermot, inspecteur, Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du Québec.

Coordination : Louise Girard, Direction générale de la prévention-inspection et du partenariat de la CSST.

Pour en savoir plus

CSST, Preventex et ASTE. *Pour ne rien oublier concernant la sécurité des chariots élévateurs*, [en ligne], www.csst.qc.ca/publications/200/Pages/DC_200_16148.aspx

IRSST, GIRAUD, Laurent. *La conduite sécuritaire de chariots élévateurs – Un outil d'évaluation de la sécurité aux quais de chargement*, [en ligne], 2008. www.irsst.qc.ca/media/documents/PublIRSST/Colloque-chariot-Giraud.pdf

IRSST. *La sécurité aux quais de transbordement*, www.irsst.qc.ca/-publication-irsst-la-securite-au-quai-de-transbordement-fiche-technique-rf-502.html

Via Prévention. www.viaprevention.com



➤ La semi-remorque est arrimée avec un dispositif de retenue de la barre anti-encastrement. Ainsi, la remorque est retenue au quai par un crochet et le camionneur ne peut pas partir tant que le chargement n'est pas terminé.

LE GRAND RENDEZ-VOUS SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL

PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL, LES 16 ET 17 OCTOBRE 2012

C'est gratuit... et payant !



Le Grand Rendez-vous en santé et sécurité du travail, c'est un salon gratuit, de plus de 200 exposants et plusieurs conférences* offertes sur les meilleures pratiques dans le domaine. C'est aussi l'occasion de profiter d'experts à votre écoute et d'obtenir des solutions concrètes à vos préoccupations quotidiennes.

Inscrivez-vous :
www.grandrendez-vous.com

* Frais d'inscription pour les conférences. Consultez la programmation complète pour en savoir plus.



Parce que le Québec a besoin
de tous ses travailleurs

www.grandrendez-vous.com



Pour recevoir gratuitement le magazine *Prévention au travail*, il vous suffit d'en faire la demande en écrivant à : secretariatintegral@bellnet.ca ou en téléphonant au numéro suivant : 1 877 624-4989.

Port de retour garanti par la
Commission de la santé
et de la sécurité du travail
du Québec
C. P. 1200, succursale Terminus
Québec (Québec) G1K 7E2

LE GRAND RENDEZ-VOUS SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL
PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL, LES 16 ET 17 OCTOBRE 2012

C'est gratuit... et payant !



Le Grand Rendez-vous en santé et sécurité du travail, c'est un salon gratuit, de plus de 200 exposants et plusieurs conférences* offertes sur les meilleures pratiques dans le domaine. C'est aussi l'occasion de profiter d'experts à votre écoute et d'obtenir des solutions concrètes à vos préoccupations quotidiennes.

Inscrivez-vous :
www.grandrendez-vous.com

* Frais d'inscription pour les conférences. Consultez la programmation complète pour en savoir plus.



Parce que le Québec a besoin
de tous ses travailleurs
www.grandrendez-vous.com



Pour recevoir gratuitement le magazine *Prévention au travail*, il vous suffit d'en faire la demande en écrivant à : secretariatintegral@bellnet.ca ou en téléphonant au numéro suivant : 1 877 624-4989.